

# Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

octobre 1977

sommaire

Syndicats et gauche.....p.2  
 Polémique PC-PS.....p.2  
 Le terrorisme en RFA.....p.3  
 La CNT en Espagne.....p.4  
 L'austérité au Portugal.....p.4  
 Le voyage de Gierek.....p.5  
 Les grèves aux USA.....p.5

mensuel n°42

2ff

20FB/1,5FS/5OCTS CAN.

## TERRAIN NATIONAL TERRAIN DU CAPITAL

Sifflé, insulté, interrompu à trois reprises dans son sermon prêchant une fois de plus aux travailleurs l'austérité et les sacrifices au nom des difficultés de la nation, Lama -le Séguy italien- vient de vivre à Florence devant une assemblée de cheminots un petit aperçu du cauchemar qui hante de plus en plus les syndicalistes du monde entier : se faire déborder.

C'est ce cauchemar qui dans tous les pays amène actuellement la police du capital en milieu ouvrier à "radicaliser" son langage : ainsi, aux USA, la bourgeoisie met des fractions plus "combatives", plus "lutte de classe" comme disent les gauchistes, à la tête des syndicats : en Grande-Bretagne, la gauche des Trade Unions est de plus en plus mise en avant avec son armée de "délégués de base", les "shop-stewards"; en Espagne, les bureaucrates de la gauche à peine légalisée préconisent un "syndicalisme nouveau genre", plus proche des "asambleas"; en Italie, les appareils des partis de gauche tentent de revitaliser les "comités d'usine", structures de base du carcan syndical; enfin en France Us Séguy et Maire se sentent obligés de jouer aux matamores et de crier sur tous les toits qu'avec l'arrivée au pouvoir de leurs congénères, ils seront plus combattifs que jamais.

Le mensonge et la démagogie sont à la mesure de la difficulté de la tâche qui incombe aux syndicats. Demander aux producteurs de serrer la ceinture alors que l'on détruit tous les jours plus de produits agricoles "invendables", que l'on laisse pourrir et rouiller une masse croissante de biens parce qu'elle "ne trouve pas d'acheteur", que l'on ferme des usines et jette au chômage des millions de travailleurs, bref, imposer la misère alors que les richesses s'entassent, inutiles, par "manque de débouchés solvables", telle est l'absurdité de la crise économique du capitalisme que les syndicats ont pour tâche d'imposer au prolétariat.

La réalité même de la crise tend et tendra toujours plus à mettre à nu l'ignominie d'un tel rôle. Mais pour qu'il en soit ainsi, pour que la classe révolutionnaire trouve la conscience et la force de démasquer et de détruire les fondements de cette situation et ses défenseurs, il faudra d'abord et avant tout qu'elle sache rejeter le terrain dans lequel cette absurdité vit et se développe dans la plus parfaite logique : le terrain national.

Lama criait aux ouvriers : "la réalité est dure ; elle est aussi dure que vos têtes!" Mais la réalité dont il parlait en toute sincérité, c'est la réalité des difficultés de "la nation", les difficultés du capital italien pour survivre dans la jungle de la concurrence du marché capitaliste mondial. Qui dit "intérêt national" dit obligatoirement compétitivité nationale ; et qui dit compétitivité nationale dit aujourd'hui baisse des coûts de production (et donc des salaires) d'abord, et dit boucherie impérialiste ensuite.

C'est pourquoi il ne suffira pas aux prolétaires de s'opposer aux Séguy, aux Lama et aux Sertorius, chacun dans "sa nation", pour pouvoir se débarrasser de l'emprise de ces flics du capital. Sur le terrain national, c'est le capital qui est et sera toujours le plus fort. Sur ce terrain-là, Lama aura toujours raison et sera toujours "logique". C'est seulement sur le terrain international que la fin de la misère et de la menace de la guerre sont "logiques" et horribles. C'est seulement sur ce terrain que le prolétariat peut trouver la force de transformer ses réactions de mécontentement envers les syndicats et le système que ceux-ci défendent en véritable combat pour leur émancipation et celle de l'humanité.

## POLEMIQUE PC/PS :

## UN SEUL POINT D'ACCORD, LA DEFENSE DU CAPITAL

"...Jamais, moi et mon parti, nous ne renoncerons à l'unité" (Marchais, au "sommet" de la gauche, le 22 septembre). Mitterrand pour le PS ou Fabre pour les radicaux auraient pu en dire tout autant, les uns comme les autres se renvoyant mutuellement la responsabilité de la rupture (cf. L'article sur la polémique PC/PS dans ce numéro). Au nom de la même "unité", les syndicats en appellent à la "neutralité politique" des militants syndicaux- Mais, pour tous, le "sommet" de la gauche a eu lieu dans une ambiance de portes claquées, d'invectives, de faux départs... le tout soigneusement enregistré par la presse, dûment convoquée pour la circonstance.

En fait, pour le PCF comme pour tous les partis de gauche, le problème ne se pose pas en termes de nombre de nationalisations ou d'importance de la limitation de la hiérarchie des salaires : dans la perspective du pouvoir, leurs problèmes sont avant tout les problèmes d'un futur gouvernement de rechange, et ils se conçoivent comme tels : "Naturellement, nos partis sont différents. Mais nous considérons que cela ne doit pas mettre en cause leur volonté et leur capacité de gouverner ensemble", écrit le PC dans une lettre au PS en date du 23 septembre 77. Les gauchistes, eux aussi, ne veulent pas être en reste : ainsi, la LCR, "lançant un défi au PS et au PC" propose ses bons services : "...formons ensemble, dans les entreprises, dans les localités, des comités unitaires ouverts à tous les travailleurs d'accord pour en finir avec le gouvernement Giscard-Barre et souhaitant discuter de ce que devrait être le

programme d'un gouvernement du PS et du PC pour répondre aux aspirations des travailleurs" ("Rouge", du 26/9).

Les loups hurlent ensemble et, dans la perspective d'un pouvoir qu'ils n'auront peut-être même pas, ils s'entredéchirent. Comme s'étaient entredéchirés les partis de droite en juillet-août 76 à travers les divers coups de théâtre des démissions Chirac. C'est que, comme les partis de droite à l'époque, la gauche s'apprête à être confrontée non seulement aux difficultés que pose la crise mondiale en général, mais à celles d'un capital national particulièrement faible.

Les dissensions entre les différents partis de gauche ne sont qu'une expression de la crise politique actuelle de la bourgeoisie mondiale (cf. Revue Internationale n° 8, déc. 76). Elles participent de la même difficulté à installer au pouvoir les gouvernements les plus aptes, non pas à gérer une crise ingérable, mais à la faire accepter par la classe ouvrière. La bourgeoisie, qui n'a plus d'avenir historiquement, n'a pas, non plus, de conscience à long terme de ses buts et de ses moyens. Et, ainsi, qu'elle installe maladroitement un gouvernement de droite ou qu'elle installe adroitement un gouvernement de gauche, elle ne fait que répercuter sa faiblesse et son incapacité à résoudre les contradictions inhérentes au système capitaliste lui-même. Et ce qu'elle peut offrir au prolétariat, c'est encore plus d'austérité, encore plus de chômage, encore plus de misère.

N.M.

## GRANDE-BRETAGNE

## NEGOCIATION COLLECTIVE = MISERE COLLECTIVE

• Lors de la période de plein développement du capitalisme, au 19ème siècle, durant la période ascendante de ce système, le Royaume-Uni représentait l'avenir du capitalisme aux yeux de toutes les bourgeoisies qui rêvaient d'imiter le modèle britannique.

Aujourd'hui, la Grande-Bretagne représente toujours l'avenir du capitalisme, mais cet avenir est bien sombre, la période a changé.

L'avenir du capital, c'est sa banqueroute et, aujourd'hui, la situation de l'économie britannique est l'image de ce que toutes les bourgeoisies des pays développés veulent fuir. Chômage croissant, inflation à deux chiffres, récession catastrophique, une classe ouvrière de plus en plus combative sont pour la bourgeoisie autant de spectres qui l'effraient.

Mais les ouvriers doivent aussi regarder vers la Grande-Bretagne pour voir ce que la bourgeoisie leur prépare. La gauche, représentée dans ce pays par le parti travailliste et ses affidés gauchistes, est au pouvoir, assume comme fraction consécutrice de la bourgeoisie ses fonctions gouvernementales.

Ce que le soi-disant parti de la classe ouvrière, version britannique, a apporté aux travailleurs, c'est encore plus d'austérité, plus de démagogie et moins de pain, une répression draconienne des grèves dans les secteurs vitaux de l'économie britannique, à l'aide des syndicats, dénonçant les grévistes au nom du sacro-saint intérêt national.

Le tract que nous publions, diffusé par la section du CCI en Grande-Bretagne, montre quelle est l'intervention des révolutionnaires et face à quelle mystification la classe ouvrière doit faire face pour briser le carcan que l'Etat capitaliste lui impose pour tenter de la maintenir dans les chaînes de l'exploitation.

(suite p.3)

MAI 1947

## 1947, LE P.C. AU POUVOIR: "RETROUSSEZ LES MANCHES, ÇA IRA MIEUX..."

• Jamais l'humanité n'avait connu autant de destructions et de morts que ceux que va laisser derrière elle la IIème guerre mondiale. La bourgeoisie venait de perpétrer le plus grand forfait de l'histoire. Et la raison qui avait poussé la bourgeoisie de tous les grands pays à obliger des dizaines et des dizaines de millions de prolétaires à se massacrer entre eux allait l'amener à faire peser sur la classe ouvrière une exploitation effrénée. Cette raison, c'est le maintien d'un profit suffisant qui ne peut être obtenu dans la décadence capitaliste qu'en détruisant pour reconstruire.

### situation mondiale

Mais quelles sont les perspectives de l'époque en ce qui concerne la lutte de classe ? La défaite de la classe ouvrière des années 17-23 et la dégénérescence du parti bolchévique -fleuron de la révolution prolétarienne-en organisme dictatorial du capital russe sont trop récentes et n'ont pas permis à la classe ouvrière de retrouver son chemin de classe face à la crise de 29 et à la guerre de 39-45. La reconstruction va donc trouver la classe ouvrière non seulement vaincue, mais aussi exsangue

et décimée par la guerre.

La bourgeoisie mondiale, instruite de l'expérience révolutionnaire qui a mis fin et a suivi la première guerre mondiale, avec la fin de la deuxième guerre se montre d'une extrême prudence, encore traumatisée par sa grande frayeur de 1917. Partout les mots d'ordre sont les mêmes : il s'agit de reprendre les armes qui, pour les besoins de la guerre, ont été distribuées, de manière à désarmer d'éventuels mouvements sociaux qui pourraient surgir dans ce moment délicat où il s'agit de réatteler un prolétariat exsangue aux chaînes de la production, un prolétariat qui a tout perdu dans la guerre sans avoir rien gagné et qui a "un seul devoir : produire" (ce qui ne va pas toujours sans mal comme le montrent les affrontements en France au sein des FTP lorsqu'il s'agit de rendre les armes à l'Etat). D'une part, par mesure de prudence, les armées d'occupation restent en place, (on voit là la solidarité internationale de la bourgeoisie) et les partis les plus aptes à remettre les travailleurs au travail sont mis en place. Ces mesures, même face à un prolétariat battu, du point de vue de la bourgeoisie, n'auront pas été inutiles comme le mon-

tre la vague d'agitation sociale qui, dans l'après-guerre, secoue l'Europe.

D'autre part, à la fin de la guerre, l'opposition entre les deux grandes puissances impérialistes qui demeurent va très rapidement apparaître. Même si le monde a été partagé à Yalta entre USA et URSS, chaque bloc dans l'instabilité qui règne va tenter de grignoter sur l'autre. C'est pourquoi, nous aurons une atmosphère de pré-IIIème guerre mondiale qui durera jusqu'à la fin de la guerre de Corée et qui ne sera en fait que le prélude au repliement des blocs l'un par rapport à l'autre sur le plan économique et à la vigilance sur le plan militaire. Situation qui va caractériser ce que l'on appellera la guerre froide et qui s'explique par le fait qu'économiquement, chaque bloc se suffisait à lui-même pour la reconstruction.

### situation en France

Dans ce cadre mondial, c'est la situation économique française qui nous permet de comprendre la vague de grèves de 1947 en France. Du point de vue économique, ce pays est, et de très loin, l'ancienne grande puissance la plus mal lotie : alors que dans tous les grands (Suite p. 6)

# UNE POLEMIQUE ENTRE BOURGEOIS CONTRE LES OUVRIERS .2

• "OR VOUS N'ATTENDEZ PAS DE NOUS QUE NOUS ALLIONS AU POUVOIR POUR GERER LA CRISE ET PRATIQUER L'AUSTERITE A VOTRE EGARD. D'AILLEURS VOUS LE SAVEZ, NOUS LES COMMUNISTES, NOUS N'Y CONSENTIRONS JAMAIS".

(G. Marchais, tract de l'Humanité du lundi 5 septembre.)

Oui, monsieur Marchais, nous savons, mais ce que nous savons, ce n'est pas exactement la même chose que ce que vous nous dites.

Nous savons que quand le PCP se trouve dans la position de parti d'opposition, il peut se permettre d'être contre l'austérité car cela lui permet de renforcer sa crédibilité dans la classe ouvrière et de faire pression sur les autres partis de la bourgeoisie. Mais nous savons aussi que quand le PCP se trouve dans une situation où il doit assumer des "responsabilités gouvernementales", il est le parti le plus virulent pour imposer cette austérité qu'il dénonce en paroles aujourd'hui.

Nous en voulons pour preuve, entre autres, la politique du PCP et de la CGT en 1947 quand il clamait aux ouvriers qu'il "fallait travailler d'abord, revendiquer ensuite".

Vous nous répondez, Mr Marchais, que c'était hier, qu'aujourd'hui vous avez changé, que la situation n'est plus la même... etc.

Mais même aujourd'hui, Mr Marchais, vos homologues du Portugal, par exemple, font la même chose que vous. Il y a quelques mois, alors qu'ils étaient éloignés du pouvoir, ils s'opposaient (en paroles) à l'austérité : il a suffi qu'ils sentent le pouvoir se rapprocher pour que d'un coup ils changent et considèrent l'austérité comme une "nécessité". Il y a encore votre homologue d'Italie, Mr Berlinguer, qui a fait cette fameuse découverte historique selon laquelle l'austérité peut être une voie vers le socialisme!

Evidemment, le PCP pourra toujours répondre que "là-bas, ce n'est pas ici".

Dans le précédent article, nous mettions en avant la nécessité de l'analyse de la crise politique de la bourgeoisie comme une des données essentielles de la lutte des classes et nous disions que cette crise politique tendait à jaillir de deux sources principales :

-La question de la mise en place d'une économie de guerre à l'échelle d'un bloc de nations; c'est la question

que nous avons traité dans l'article précédent.

-La nécessité pour la bourgeoisie d'imposer à la classe ouvrière la surexploitation féroce que nécessite une économie de guerre.

C'est ce dernier aspect de la crise politique que nous pouvons voir ici à propos du problème des nationalisations et de l'austérité dans la polémique actuelle au sein de l'union de la gauche.

## capitalisme d'état et nationalisations

Malgré sa composition en nations concurrentes, au-delà de sa division en différentes économies nationales qui s'opposent sur le marché mondial, le capitalisme forme un tout mondial.

Ainsi le capitalisme d'Etat ne peut être considéré comme la caractéristique économique des seuls pays de l'Est, Chine, etc... qui n'en sont que l'expression la plus caricaturale, mais doit être considéré comme une expression générale de l'ensemble du monde capitaliste, due à l'anachronisme de ses rapports de production.

De New-York à Moscou, l'intervention de l'Etat est une nécessité pour maintenir un minimum de cohésion dans la production. Que cette nécessité s'affirme et se réalise au travers des modes particuliers selon les différentes nations, cela est une autre question.

Aux USA, le haut niveau de développement de l'économie qui détermine une concentration et une centralisation en quelques points clés de ses leviers de commande permet une intervention de l'Etat beaucoup plus souple et efficace par une fusion du capital privé et d'Etat qu'en URSS, où le faible niveau de développement de l'économie nécessite une prise en main à caractère totalitaire par l'Etat de l'ensemble de la production, avec une élimination quasi-totale de la forme juridique privée du capital.

Dans cette optique, les USA et l'URSS constituent les deux pôles d'une même tendance du capitalisme mondial au capitalisme d'Etat.

Entre ces deux formes extrêmes, les pays d'Europe, de par leur niveau de développement, constituent en quelque sorte des formes de capitalisme d'Etat intermédiaires où la prise en main directe par l'Etat de certains secteurs de la production sous l'aspect de nationalisations côtoie l'emprise de l'Etat sur l'économie par la fusion du

capital privé et d'Etat à un certain niveau.

A ces différentes façons dont le capitalisme d'Etat s'affirme, correspondent des structures et partis politiques qui s'en font les porteurs.

## polémiques sur les nationalisations et l'austérité

Nous avons déjà dit dans le précédent article qu'au sein de la tendance au renforcement du capitalisme d'Etat, le PC, par ses caractéristiques, c'est à dire aucune attache avec les fractions privées du capital, ne pouvait être que le défenseur d'une prise en main la plus totale par l'Etat de l'ensemble de la production, avec l'élimination des fractions privées du capital, l'élimination du système de l'actionnariat et en faisant des entreprises des propriétés d'Etat.

Ce en quoi il s'oppose au PS qui est l'expression d'une politique où l'intervention de l'Etat n'est pas à un certain degré opposé à la persistance d'une forme juridique privée du capital. Nationaliser quelques entreprises importantes, s'assurer la majorité et le pouvoir de décision tout en conservant un système par actions dans l'ensemble des autres secteurs de l'économie, c'est à dire allier des mesures juridiques formelles à la fusion du capital privé et d'Etat, telle que le permet le stade de développement et le niveau de concentration de l'économie française.

De plus il faut considérer qu'au stade atteint actuellement par la crise du capitalisme, le renforcement du capitalisme d'Etat s'identifie à l'orientation de l'économie vers une économie de guerre, orientation qui se met en place à l'échelle d'un bloc de nations, en l'occurrence pour la France dans le cadre et sous la tutelle du bloc américain.

La mise en place d'une économie de guerre sous la tutelle des USA ne s'oppose pas au renforcement du capitalisme d'Etat en France, au contraire, la coercition des USA pour imposer une telle orientation économique devra de plus en plus s'effectuer par le biais des différents Etats européens, de par les liens étroits qu'entretiennent l'économie américaine et les économies européennes. Mais la manière privilégiée des USA pour intervenir sur la vie économique de ces pays passe par une forme de capitalisme où les formes privées et d'Etat ne s'excluent pas, mais s'interpénètrent.

En conciliant tous ces divers éléments on comprend dès lors pourquoi le PCP s'oppose à la politique économique préconisée par le PS d'un côté :

- il s'oppose à une forme de capitalisme d'Etat dont il n'est pas la plus parfaite expression et où il ne pourra être un parti dominant.

Et d'un autre côté :

- son ultra-nationalisme l'amène à s'opposer à une politique économique qui place facilement le capital français sous la dépendance des USA par les liens qu'entretiennent les fractions privées de l'économie française avec l'économie américaine.

Autant de raisons qui font que d'un autre côté, l'ensemble de la bourgeoisie française, le parti socialiste compris, est hostile à ce que le PCP assume des responsabilités importantes et possède un pouvoir de décision au sein du gouvernement.

Cela dit, on peut se demander quelles sont les raisons qui poussent le PS - qui sait qu'il sera le futur parti dominant dans les prochains gouvernements de gauche - à s'embarrasser encore du PCP et à continuer à polémiquer avec lui autour d'un "Programme commun de gouvernement".

La première de ces raisons se trouve dans le fait qu'il n'existe pas au sein du capitalisme de liens mécaniques entre les besoins du capital et la mise en place des solutions politiques les mieux adaptées pour faire face à ces besoins. Ainsi, de par le système électoral qui existe en France et bien que le PS soit "le plus grand parti français", il a besoin des voix que peut lui donner le PC pour entrer au gouvernement.

Une deuxième raison qui est déjà plus fondamentale est la nécessité qui se fait de plus en plus pressante avec le développement de la crise, d'une intervention renforcée de l'Etat dans l'ensemble de la vie sociale.

Mais de toutes ces raisons, la plus importante est de loin la capacité mystificatrice et l'emprise sur la classe ouvrière que peut exercer le PC par rapport à tous les autres partis. Les contradictions du capital sont ce qu'elles sont; ainsi l'absence totale de liens du PCP avec les fractions dominantes du capital privé l'amène à se faire rejeter par toutes les autres fractions de la bourgeoisie, mais lui confère en même temps une couleur "ouvrière" qui lui permet de mieux contrôler et contenir la classe ouvrière. Et cela, la bourgeoisie va en avoir besoin de plus en plus pour pouvoir imposer l'austérité rendue nécessaire par l'économie de guerre.

On peut se demander aussi pourquoi après toute sa période de tournant "démocratique", le PCP retrouve ses attitudes virulentes et critiques, alors qu'il y a un an - avec la montée de la gauche qui commençait à s'accélérer -, le même PCP pouvait penser, ou tout au moins essayer, de tailler une place la plus importante possible dans les futurs gouvernements de gauche. C'est ce qui expliquait tout son fameux "tournant démocratique", qui en fait n'était qu'une garantie donnée en politique nationale et internationale aux fractions de la bourgeoisie française.

Aujourd'hui avec les échéances politiques de la montée de la gauche au gouvernement, le PCP sait qu'il n'aura pas de place dominante au sein de ces prochains gouvernements, tout au plus un strapontin, peut mettre fin à cette politique qu'on a appelée "l'euro-communisme".

Face à cette situation, le PCP se place dans une attitude de soutien au futur gouvernement de gauche dominé par le PS, et dans une autre de parti d'opposition.

C'est ce caractère d'oppositionnel qui peut permettre au PCP de s'opposer en paroles à une politique d'austérité. Cela lui permet d'un côté de renforcer sa crédibilité au sein de la classe ouvrière, et comme cette crédibilité est sa principale force par rapport aux partis de la bourgeoisie, cela lui permet aussi d'un autre côté de faire pression sur le PS pour s'assurer un maximum de garanties pour ne pas être complètement rejeté par le reste de la gauche quand celle-ci sera au gouvernement.

Voilà les raisons essentielles qui sont au coeur des polémiques au sein de la gauche autour du problème des nationalisations et qui ne sont sûrement pas des divergences entre "partis ouvriers" au sein d'un débat "démocratique" sur les meilleures "politiques pour accélérer le socialisme".

## LA POLICE SYNDICALE RADICALISE SON LANGAGE

• " Il faut dire la vérité aux travailleurs et lever les ambiguïtés", déclare Edmond Maire.

La CGT ne tient pas à être en reste et George Ségué devant les micros de TF1 ajoute : " Il ne saurait être question pour la CGT de consentir demain à la gauche les sacrifices que nous refusons à la droite".

Pourquoi la CGT et la CFDT, organisations de la bourgeoisie, qui ont trahi la classe ouvrière et ont toujours saboté les grèves adoptent-elles un langage aussi radical ?

Tout le monde se souvient du soutien des syndicats aux deux guerres impérialistes. Le sabotage des grèves de 1936 et 1947, la fameuse phrase du secrétaire général de la CGT : "La grève est l'arme des trusts et des ennemis de la classe ouvrière" nous ont montré que les syndicats n'avaient pas, lorsque la gauche était au pouvoir, une attitude différente de celle qu'ils ont eu en 1968 ou dans toutes les luttes qui se sont déroulées lorsque la droite était au pouvoir, si ce n'est la différence de jouer plus ouvertement leur rôle de police du capital et de son Etat.

C'est pourquoi, cette radicalisation actuelle ne trompera personne, et des colonnes entières pourraient être noircies avec les changements d'orientation politique de ces sales officines.

Aujourd'hui, trois axes semblent prévaloir à l'attitude des syndicats : le dévoiement du mécontentement actuel des travailleurs, la conservation d'une marge de manoeuvre au sein de la classe une fois la "gauche" au pouvoir, la participation aux marchandages électoraux avec les partis du "programme commun".

Les déclarations fracassantes des leaders syndicaux indiquent non pas une méfiance par rapport à l'attitude des partis de gauche mais une division des tâches. La mise en scène à laquelle se livrent les partis de gauche pour ten-

dre toutes les énergies vers des lendemains prometteurs, est relayée par les syndicats tendant à faire croire en la persistance des revendications, une fois la gauche au pouvoir. En ce sens, la radicalisation des mots et la virulence oratoire de messieurs Maire et Ségué cache mal le vide des propositions de lutte.

Les syndicats sont d'autant plus radicaux que les échéances sont éloignées, et, grâce à cette tactique, la bourgeoisie gagne un nouveau répit bien salutaire jusqu'aux élections de mars 1978.

Tout cela montre la peur des syndicats devant la classe ouvrière; en effet, les grèves se poursuivent à un rythme très soutenu et personne ne peut prévoir comment se termineraient, pour les bourgeoisies syndicales, des luttes de grande ampleur.

En effet, avec l'approfondissement de la crise économique, la situation s'aggrave de jour en jour accompagnée d'un cortège de licenciements, de chômage et de l'augmentation des prix.

Aujourd'hui, il n'est même pas question de parler de grèves, de journées d'action pour poursuivre le mouvement entrepris le 24 mai. Pour la première fois depuis longtemps, la rentrée n'est pas marquée par de grandes manoeuvres syndicales et des "petites phrases" de leurs leaders.

Pour le futur, leur attitude radicale et critique envers la politique de la gauche a un autre but : permettre aux syndicats de préserver leur crédibilité dans la classe ouvrière. En se démarquant de la gauche, les syndicats conservent leur marge de manoeuvre et du même coup se gardent de débordements incontrôlés. Cette politique est bien connue, elle a été utilisée en 1936 et en 1947, elle est immédiatement suivie après l'installation de la gauche au pouvoir d'un sabotage des grèves.

Au point de vue des discussions qui se déroulent au sein de l'union de la

gauche pour la révision du programme commun, le parti communiste s'appuie sur la "radicalisation" syndicale pour acquérir une position de force. Le seul atout que le PC puisse avancer au cours des négociations présentes, -où les éclats permettent à chaque fraction de la gauche de rassurer son électoral par un grand happening politique- c'est sa capacité à encadrer la classe ouvrière et à la mystifier.

Les échecs répétés des "sommets" de la gauche n'ont pas pour unique fonction d'être une mise en scène politique, ils ont aussi un contenu réel.

En effet, le PC, aidé en cela par son fidèle allié : la CGT, est la fraction de la bourgeoisie la plus décidée dans la défense des mesures capitalistes d'Etat qui semblent être, aujourd'hui, l'unique solution qui peut laisser un petit répit au capital aux abois.

C'est en ce sens que le PC essaie également de récupérer les critiques que la CFDT a apporté à un futur gouvernement de gauche, obligeant Edmond Maire à faire une rectification et à dénoncer l'attitude du PC et ses séductions.

C'est pour toutes ces raisons que nous dénonçons tous ceux, tels les gauchistes, qui nous expliquent à longueur de colonnes que le PC et les syndicats ont "un double langage" et qu'actuellement, ils se radicalisent et qu'ils seront capables demain d'être des agents actifs dans la dénonciation de la gauche au pouvoir.

Quant à nous, nous savons que cette fermeté cache un nouveau sabotage des luttes et nous ne nous laisserons jamais de dénoncer ces organisations bourgeoisies. L'histoire sanglante du mouvement ouvrier nous a appris que leur dénonciation ne commence pas après les élections du mois de mars, mais tout de suite, dans toutes les luttes, même parcelaires.

# UNE ACTION DESEPEREE QUI SERT LE CAPITAL

• Trois morts, toute la police allemande sur les dents, l'union sacrée de tous les partis du capital autour de la défense de la sacro-sainte démocratie, tel est le bilan de l'enlèvement du patron des patrons allemands.

Que la bourgeoisie pleure les siens, ne surprendra personne. Une fois de plus, se repose la fonction du terrorisme dans le jeu politique bourgeois... Il nous faut surtout voir le rôle du terrorisme en Allemagne. Il est indéniable que de tels actes ont servi de prétexte à la bourgeoisie pour renforcer son pouvoir : en lui permettant de mener grande campagne pour la défense de la vie humaine, d'habituer la population à la présence de troupes policières armées de lancer des appels à la délation, à la tête desquels se trouvent naturellement les partis de gauche.

Certes, on doit absolument se démarquer des gauchistes qui affirment que de tels actes desservent la cause des "révolutionnaires". Mais, dans leur esprit, il s'agit avant tout de faire campagne auprès des ouvriers pour leur seriner que la violence ne paie pas ; que les ouvriers doivent simplement mener la lutte au jour le jour pour d'hypothétiques améliorations qu'ils obtiendront par "la lutte quotidienne". Tel est le sens des proclamations gauchistes à la suite de cet attentat : pas de révolution, pas de violence de masse contre le capital.

Pour les révolutionnaires, partir d'un point de vue marxiste consiste à analyser la nature et la fonction de mouvements comme la bande à Baader. De par sa nature, le terrorisme a toujours correspondu à la plus simple négation de la lutte de classe en proclamant le rôle de l'individu révolté affrontant seul le pouvoir d'Etat bourgeois. Fondamentalement, de telles actions se maintiennent sur un terrain bourgeois, c'est-à-dire du rôle de quelques "élites" prédestinées à prendre en main par la terreur la société (bourgeoise).

Une telle vision est fondamentalement

bourgeoise et appartient plus à l'ère des révolutions bourgeoises qu'à celle des révolutions prolétariennes. Tel fut le sens du populisme russe en fin de siècle dernier.

Aujourd'hui, les actes conduits par la bande à Baader n'ont même pas la prétention de se revendiquer de l'émancipation du travail ou de la classe ouvrière comme le proclamaient les populistes et les anarchistes du siècle dernier. Elles manifestent une hostilité viscérale à l'égard de tout ce qui est ouvrier en reprenant l'image répugnante répandue par les stalinien et autres immondes produits de la décomposition de la classe capitaliste : que le prolétariat allemand serait "responsable du nazisme", qu'il serait aujourd'hui parfaitement passif et "intégré" à la "Wohlstand" allemande. Il s'agirait en fait de le "réveiller".

Ces terroristes-là n'ont rien à voir avec une lutte de classe révolutionnaire qui embrasse la masse des ouvriers, lesquels ensemble détruiront nécessairement sans pitié la classe bourgeoise ; ils sont seulement un appendice de l'appareil politique du capital. Baader et Cie ne sont pas des "internationalistes" luttant contre la bourgeoisie en désespérés. Ils sont des désespérés de la classe bourgeoise qui rêvent de rénover le capital par le modèle tiers-mondiste du capitalisme d'Etat. Formés dans les camps du FDPLP, les hommes de la bande à Baader s'engageaient logiquement à soutenir un camp impérialiste contre un autre. Il ne s'agit pas de dire qu'ils seraient "payés par la bourgeoisie" comme le proclament les gauchistes et les stalinien qui oublient qu'ils émergent à travers l'appareil syndical et parlementaire aux prébendes déversées par la bourgeoisie pour la défense de son système. Ils défendent la société capitaliste en désespérés sous une forme qu'ils croient plus radicale car s'"attaquent" à leur propre capital et à ses propres hommes, alors qu'ils défendent globalement le système capitaliste dans son entier, en prêchant la résignation aux ouvriers

qui n'auraient qu'à attendre la main vengeresse censée les tirer de leur léthargie.

De tels mouvements ne marquent pas l'annonce d'un mouvement nouveau. Au contraire, alors que le prolétariat est précipité dans la crise dans la troisième puissance industrielle du monde, c'est de l'action de masse du prolétariat que surgira la lumière après un silence de plusieurs années. Les terroristes peuvent recruter quelques éléments chez les jeunes chômeurs, ils ne peuvent cacher qu'ils sont le produit de la décomposition de la petite bourgeoisie, celle là même qui contestait à travers le SS en 67. Aujourd'hui la petite-bourgeoisie ne peut plus "contester" ; elle est déjà touchée à mort par un système qui n'a rien à lui offrir que le chômage. Face au prolétariat qui proclamera demain la suppression de toutes les classes, et donc de la bourgeoisie et de son appendice petit bourgeois, elle se raccroche de toutes ses forces à son statut social. Certes, elle n'a plus la cravate et le haut-de-forme des petits-bourgeois des années 30 ; elle s'est donnée aujourd'hui l'uniforme du guérillero tiers-mondiste rêvant de se retrouver à la tête du capitalisme et de remplacer une bourgeoisie libérale de plus en plus incapable de résister à la crise par les méthodes classiques. Dans ce sens, les terroristes -et bien qu'ils soient pourchassés par la police et massacrés souvent par elle- trouveront toute leur dimension demain face au prolétariat.

## antifascisme et terrorisme

Il est significatif aujourd'hui de voir que le désespoir de quelques couches de la petite-bourgeoisie intellectuelle (la plus touchée) se donne une couverture de gauche, gauchiste en se basant sur l'anti-fascisme. Cet anti-fascisme des terroristes vient justement à point pour soutenir celui qui est actuellement développé tant en Allemagne qu'hor8 d'Allemagne et particulièrement en France et en Italie. Toute la

bourgeoisie voudrait faire croire aux ouvriers qu'il existe un danger de renaissance du "fascisme" afin d'amener le prolétariat sur le terrain de l'antifascisme, en s'alliant et en soutenant les fractions de gauche du capital. Ceci prend son sens en Allemagne de façon indirecte, où les Brandt et Cie proclamaient que Baader "fait le jeu" du "fascisme" et se comporte comme ceux "qui ont détruit la république de Weimar" ils seraient des "fascistes rouges".

Pour une fois, nous donnerons acte à M. Brandt : il n'existe aucune différence entre la bourgeoisie fasciste et antifasciste. Face au prolétariat, le "grand-père" politique de M. Brandt, Noske, se retrouvait au coude à coude avec les corps-francs face aux ouvriers allemands en 18-20.

Quant à l'affirmation des bourgeoisies italienne et française (en France, à travers la campagne qui va de Sanguinetti à l'OCT pour proclamer que le péril existe en Allemagne d'une renaissance du fascisme), elle traduit aussi la tentative de mieux protéger les intérêts de leur propre capital bien national contre le capital allemand. Toute la fumée antifasciste montre en fait les tentatives de résister au mieux à leur redoutable concurrent allemand.

La campagne sur l'évasion de Kappler aura révélé ce fait : la situation allemande se montre clairement à travers ces derniers événements : faute d'explosions ouvrières, les déchets de la petite-bourgeoisie contestataire paraissent sur la scène de la politique bourgeoise avec leur arsenal meurtrier. Le réveil du prolétariat allemand balaiera cette pourriture en décomposition qui ne vit que pour autant que le prolétariat ne bouge pas. Comme il montrera que l'union sacrée de la bourgeoisie se fera nécessairement contre le prolétariat. Ce ne sera pas une union antifasciste comme aujourd'hui, celle-ci prépare en fait la vaste union antiproletarienne de demain.

Ch.

## GRANDE BRETAGNE

(suite de la p.1)

Pourquoi, à l'heure actuelle, en Grande-Bretagne, les syndicats ont-ils une attitude plus dure, comme à la bataille pour la syndicalisation de Grunwicks ? Pourquoi le TUC a-t-il abandonné le contrat social qu'il considérait jusqu'à une date récente comme le seul remède aux maladies de la nation ? Les syndicats se sentent-ils coupables vis-à-vis des grèves qu'ils ont brisées ces deux dernières années de contrat social ? Commentent-ils, comme produits de cette situation, à reconsidérer le rôle anti-ouvrier que les syndicats ont joué partout dans le capitalisme décadent ? Vont-ils, maintenant, dénoncer leur participation à deux guerres mondiales, quand ils ont aidé à mener la classe ouvrière au massacre ?

Non! Le récent changement de tactique des syndicats britanniques peut seulement être expliqué par le simple fait que la classe ouvrière commence à voir que le contrat social est seulement un moyen de faire baisser son niveau de vie. Les luttes à British Leyland, à l'aéroport d'Heathrow, à Ford, à Port Talbot, la récente augmentation des journées de travail "perdues", coïncidant avec une réurgence internationale de la lutte de classe, montrent que les syndicats doivent masquer leur image repoussante et aider à préparer plus d'austérité sous un déguisement différent.

Aussi, à la place des diminutions de salaire par le contrat social, le gouvernement et les syndicats cherchent un nouveau moyen d'amputer le niveau de vie des ouvriers.

### la crise est mondiale

Le gouvernement et les syndicats n'ont cessé de nous répéter que si nous nous serrons la ceinture encore un peu, la Grande-Bretagne sortira de la crise et retrouvera la prospérité des années soixante. Mais la crise aujourd'hui est une crise mondiale du système capitaliste lui-même à laquelle nul pays -pas plus la Grande-Bretagne que le Japon, la Chine ou l'URSS- ne peut échapper. La concurrence sur un marché qui diminue comme peau de chagrin pousse le capitalisme une fois de plus vers la solution qu'il a trouvée en 1914 et

en 1939 : la guerre mondiale. Dans tous les pays, la classe dominante prépare son économie de guerre par une intervention croissante de l'Etat, développant la production d'armes et imposant l'austérité aux travailleurs. Et le principal instrument de la bourgeoisie pour faire croire aux ouvriers que cette préparation est dans leur intérêt, qu'elle constitue un pas vers le socialisme, c'est la gauche : en Italie, en Espagne et en France, c'est principalement la tâche du Parti Communiste. En Grande-Bretagne, c'est le Parti Travailleur et le TUC, avec leurs alliés gauchistes.

Maintenant que le contrat social a été dépassé, les mêmes forces mettent en place un nouveau "truc" : les "libres négociations collectives". Les représentants locaux des syndicats -en particulier les shop-stewards (1)- auront de plus grandes responsabilités pour mettre en avant des revendications de salaire "modérées" et "raisonnables" comme les 10 % maximum que suggère aujourd'hui le gouvernement. Les shop-stewards sont en meilleure position que les bureaucrates de la hiérarchie syndicale pour faire cela, à cause de leur nature en apparence démocratique qui leur donne une meilleure image aux yeux des ouvriers. Mais, en fait, leur travail est de défendre la façade la moins solide des syndicats, celle qui fait directement face à la classe ouvrière, à la base. Le fait que les shop-stewards sont dans les usines les rend capables de contrôler toute explosion, toute résistance des travailleurs, comme ils l'ont fait avec les grèves sauvages de Leyland et Ford. Quand ils ne peuvent empêcher une grève d'éclater, les shop-stewards vont tenter de dévoyer les ouvriers vers le soutien d'un gouvernement travailliste plus à gauche -un pas plus résolu vers le capitalisme d'Etat- en d'autres mots, encore plus d'austérité travestie sous les hardes du "socialisme". Une avant-première de cela a déjà eu lieu à Grunwicks (2).

### Grunwicks-le cirque gauchiste

A Grunwicks, ce qui a commencé comme une grève des travailleurs pour de meilleures conditions, a été transformé en un cirque horrible que les syndicats et le parti travailliste -aidés en cela par tous leurs compères d'extrême-gauche- ont utilisé pour redorer leur

blason bien terni. Après s'être opposés durant des années aux grèves, les syndicats et les politiciens travaillistes peuvent aujourd'hui se poser comme des défenseurs militants des intérêts de la classe ouvrière en rejoignant les piquets de grève et en se battant contre la police. Ils peuvent se présenter comme "anti-capitalistes" en caricaturant le patron de Grunwicks comme le symbole personnifié de l'exploitation capitaliste, alors que ce sont eux qui ont pour tâche de gérer les vrais centres de la production. Et la raison pour laquelle ils peuvent apporter un tel soutien à la grève de Grunwicks alors qu'ils s'opposent aux autres,

### mais comment les ouvriers peuvent-ils lutter s'ils n'utilisent pas les syndicats?

Les travailleurs ne peuvent combattre contre l'exploitation grandissante avec des organisations qui contribuent au maintien de la classe comme esclaves salariés, divisés secteur par secteur, entre chômeur et non-chômeur, industrie par industrie, nation par nation, en d'autres mots, les syndicats de quelque type que ce soit. Les travailleurs peuvent seulement utiliser des formes organisationnelles qui leur permettent de s'unir par-delà toutes les divisions, de prendre le contrôle de leur lutte sans mettre leur foi dans des leaders. Ces formes sont les assemblées générales de travailleurs, les comités de grèves constitués de délégués élus et révocables qui sont apparus dans toutes les luttes radicales de ces dernières années, de l'Espagne à la Pologne, de l'Italie à l'Argentine.

Lutter, ce n'est pas :  
- rester assis passivement pendant que les shop-stewards ou les bureaucrates syndicaux préparent la défaite des ouvriers avec leurs paroles de "modération" et leur insistance sur la nécessité de négocier autour d'une table avec les employeurs ;  
- signer des pétitions pour le Parlement ou appeler les TUC à lutter ;  
- défilier en processions solennelles derrière la bannière des syndicats.

Mais c'est :  
- assurer la direction collective de la lutte à tout moment,  
- sortir du ghetto de l'usine de manière à étendre la lutte par-dessus les

c'est que ce qui est devenu son but -la syndicalisation- n'est en rien incompatible avec les besoins de l'économie capitaliste. Au contraire, plus les ouvriers sont embrigadés dans les syndicats, plus il est facile de contenir la lutte de classe et de l'affaiblir. Aux Etats-Unis, le président Carter a donné son soutien à une campagne massive de syndicalisation des ouvriers des Etats du Sud. Comme dans les années 30, avec la formation du CIO, la syndicalisation, là comme partout ailleurs, correspond à la tentative du capitalisme de discipliner et d'organiser la classe ouvrière pour les besoins de l'économie de guerre.

barrières et s'attaquer à tous les organes de l'Etat qui se trouvent sur ce chemin -depuis les syndicats jusqu'à la police.

Les buts de la lutte ne sont pas :  
- seulement l'augmentation de salaire, qui, aussi importante qu'elle soit, sera transformée en poussière dans le four de la crise capitaliste,  
- le "droit au travail". Dans une période de chômage croissant, le coita-

(suite p.2)

1) Apparus en Grande-Bretagne avec la vague révolutionnaire des années 20, comme délégués ouvriers avec le reflux et la contre-révolution, les shop-stewards sont devenus la structure de base de l'appareil syndical du TUC. Elus par les ouvriers dans chaque atelier, ils sont aujourd'hui l'expression d'une des plus fortes mystifications qui pèse sur les épaules des travailleurs britanniques en donnant une illusion de "démocratie" et de caractère ouvrier aux syndicats.

2) Grunwicks : petite usine qui est une manifestation de certains anachronismes de l'industrie et de la bourgeoisie britannique. Un patron attardé violemment opposé aux syndicats sert de faire-valoir aux véritables gestionnaires de l'économie : les travaillistes, qui peuvent laisser se développer une grève, située à la périphérie des centres économiques, grève qui sert de caution mystificatrice à la gauche : comme naguère Lip ou aujourd'hui Furnon en France.

## la C.N.T. en Espagne:

# LE RAVALEMENT D'UNE VIEILLE FACADE DU CAPITAL

Le 27 mars 1977, 25 000 personnes participaient à un meeting organisé par la CNT à San Sebastian de Los Reyes, près de Madrid. Depuis, la centrale anarcho-syndicaliste n'a cessé d'accroître son audience dans toute l'Espagne. Ses meetings ont rassemblé des foules de plus en plus nombreuses dans les principales villes et connu une sorte d'apothéose. Avec plus de 100 000 participants en juillet dans la capitale de l'anarchisme ibérique, Barcelone. Indiscutablement, l'anarcho-syndicalisme espagnol est en train de renaître, confiné pendant des années dans une micro-bureaucratie poussiéreuse n'ayant pour audience qu'une poignée d'exilés nostalgiques, la CNT revient aujourd'hui sur le devant de la scène espagnole. Que signifie cette "résurrection" ? Faut-il y voir une promesse pour les luttes futures du prolétariat d'Espagne ? Ou bien, au contraire, une menace ?

### signification de l'ancienne CNT...

L'Espagne a constitué dans le passé la terre d'élection de l'anarcho-syndicalisme. C'est dans ce pays essentiellement agricole, où même l'industrialisation des régions les plus avancées, comme la Catalogne, se basait en grande partie sur de petits ateliers proches de l'artisanat, que les partisans de Bakounine dans l'AIT ont obtenu leurs meilleurs succès. Comme dans les deux autres grands pays latins, l'Italie et la France, le syndicalisme révolutionnaire a été en Espagne, à la fin du siècle dernier et au début de ce siècle, une des expressions confuses mais authentiques de la classe ouvrière. L'épreuve de vérité de la guerre impérialiste et des affrontements de classe qui l'ont suivie ont eu raison de ces mouvements dans les deux premiers pays. Mais la neutralité de l'Espagne dans le premier conflit mondial a épargné au syndicalisme-révolutionnaire de ce pays une trahison ouverte comme celle de la CGT française, directement associée à l'effort de guerre national. Cependant, avec l'entrée du système capitaliste dans sa phase de décadence, toute forme de syndicat, y compris "révolutionnaire", ne pouvait que devenir un rouage de l'Etat capitaliste. C'est d'une façon plus progressive et avec un certain retard par rapport à ses homologues italiens ou français que la CNT espagnole a cessé d'être une expression vivante de la classe ouvrière pour en devenir une prison. Et si la dictature féroce de Primo de Rivera jusqu'en 1931, lui a évité toute tentation "collaborationniste", l'arrivée de la "République Démocratique" à cette date a accéléré une évolution irréversible qui a été couronnée par l'entrée de ministres anarchistes dans le gouvernement bourgeois Caballero fin 36 et le coup de poignard que ces mêmes ministres ont asséné, en tant que représentants pléni-potentiaires de l'Etat espagnol dans le dos du prolétariat de Barcelone insurgé en mai 37. N'est-ce pas Garcia Oliver, dépêché par le gouvernement de Valence qui a déclaré : "Tous ceux qui sont morts aujourd'hui sont mes frères (les ouvriers et les flics venus pour les massacrer) ; je m'incline devant eux et je les embrasse" (4 mai) ! N'est-ce pas Frederica Montseny qui est venue lui prêter main-forte pour exiger des ouvriers catalans qu'ils déposent leurs armes ! N'est-ce pas la CNT-FAI qui publiait le 7 mai, jour où avaient été tués un demi-millier d'ouvriers, un communiqué disant que "la CNT et la FAI ont toujours été disposées, comme elles le sont maintenant, non seulement à maintenir l'ordre public, mais aussi l'unité nécessaire entre les amis de la liberté, entre toutes les forces démocratiques du peuple espagnol" ?

### ...et de la nouvelle

Un organisme de la classe ouvrière qui trahit, qui passe à l'ennemi de classe, le fait de façon définitive. Après leur trahison en 1914, les partis de la IIème Internationale sont devenus de bons et loyaux serviteurs de l'ordre bourgeois. Et, malgré toutes les illusions trotskystes des années 30, les partis communistes n'ont jamais été "redressés". Au contraire, ils ont dépassé en abjection les partis socialistes-mêmes. Le mouvement anarcho-syndicaliste a participé au gouvernement bourgeois et livré au massacre la classe ouvrière pour le compte des préparatifs à la seconde guerre mondiale. La seule classe qu'il puisse désormais servir, et cela malgré les illusions de ses militants les plus sincères, est la bourgeoisie. La CNT d'aujourd'hui, malgré son langage radical, reprend à son compte toutes les orientations qui l'ont conduite à se faire complice du massacre du prolétariat. Elle a beau dénoncer les agissements de tous les

partis politiques qui grenouillent dans la toute neuve démocratie espagnole, elle apporte d'ores et déjà un appui au futur parti gouvernemental, investi de la confiance de Washington, le PSOE, en réprenant le vieux pacte d'unité avec le syndicat socialiste UGT. Et, au niveau international, elle se vante d'entretenir des relations "cordiales" avec la CFDT, "base ouvrière" du premier parti du capital français. D'ailleurs, en matière d'internationalisme, elle montre qu'elle n'a de leçons à recevoir de personne. Combien de fois ne l'a-t-on pas vue dénoncer les ingérences des anarchistes des autres pays dans ses propres affaires ? Combien de fois n'a-t-on pas vu lire des articles de Frederica Montseny célébrant le mariage d'amour entre l'Espagne et l'anarchie, ou bien affirmant que le peuple espagnol ne pouvait faire de grandes choses que dans la liberté alors que le peuple allemand avait pour cela besoin de l'autorité ?

Le slogan le plus repris du meeting du 27 mars n'était-il pas : "Espana, manana, sera libertaria !" (l'Espagne, demain, sera libertaire) ? Et les autres pays ? Leur prolétariat n'a pas besoin des mêmes bienfaits que ceux que la CNT revendique pour celui de son pays. Ce qu'il lui faut, c'est un peu d'"autorité" probablement !

L'Espagne s'enfonce dans la crise. Face à l'aggravation de son exploitation, la classe ouvrière de ce pays a, d'ores et déjà, manifesté une combativité parmi les plus élevées du monde. Dans ce bateau à la dérive, la bourgeoisie, débarrassée de la momie du Pardo, a procédé à la hâte, avec la bénédiction de ses consoeurs européennes et américaines, à quelques réfections lui permettant de surmonter les prochaines tempêtes. En quelques mois, la démocratie a fait irruption, jetant aux oubliettes les vestiges de 40 années d'un régime honni, de moins en moins capable de contenir la colère ouvrière. Mais cela n'a pas suffi. Les partis officiels de la démocratie, et en particulier le PCE, par "le sens des responsabilités" dont ils doivent dès maintenant faire preuve, sont de moins en moins capables de mystifier les franges les plus combattives du prolétariat. Face à l'agression que représentent pour lui les luttes ouvrières, l'organisme capitaliste espagnol secrète des anti-corps. Au Portugal, on a pu voir comment l'extrême-gauche "a-partidaire", regroupée derrière Otelo de Carvalho, est venue prêter main-forte à un PC et un PS débordés, afin de déjouer le mécontentement ouvrier vers les impasses de l'autogestion, du contrôle ouvrier, du "pouvoir populaire" des "commissions de travailleurs" et plonger finalement les prolétaires dans la démolition et la prostration. En Espagne, ce n'est pas la gauche militaire mais les anarchistes qui reprennent les mêmes thèmes. Le capital sait s'adapter. En France, il utilise les trotskystes pour en faire des rabatteurs au bénéfice des partis de gauche. Au Portugal, les "héros" du 25 avril sont les bienvenus pour faire le même type de travail. En Espagne, la plupart des groupes gauchistes s'étant déconsidérés en collant aux guêtres du PCE, il revenait à la CNT de reprendre du service et de capter l'énorme potentiel de combativité du prolétariat de ce pays pour le canaliser, comme en 36, vers les impasses tragiques de l'antifascisme et de l'autogestion.

Si le prolétariat d'Espagne veut s'épargner une tragédie semblable à celle de 36, il devra déjouer les pièges d'une organisation qui, au lendemain des massacres de Barcelone de 37 osait déclarer : "Le comité régional de la CNT et la Fédération locale des syndicats manifestent leur volonté unanime de collaborer avec la plus grande efficacité et loyauté au rétablissement de l'ordre public en Catalogne".

F.M.

## LE P.C. RECLAME SA PLACE POUR FAIRE ACCEPTER L'AUSTERITE

### le renforcement du P.C.

Dans le pays le plus ébranlé d'Europe, un nouveau remous vient d'agiter le borbier de la politique bourgeoise. Le PC vient de faire une rentrée en fanfare : après avoir mené grand tapage contre la réforme agraire du gouvernement au non de "la défense des acquis du 25 avril", le voilà qui réclame la dissolution de l'Assemblée et des élections anticipées, au grand dam des autres fractions de la bourgeoisie qui rient au putsch. Belle occasion pour les gauchistes de revenir sur leurs éternelles questions sur la possibilité de "radicalisation" du PC, de réitérer leurs encouragements au PC à ne plus se contenter d'être le "valet méprisé" du capital. La répression violente dont il a usé contre les grèves ouvrières lorsqu'il était au pouvoir, pas plus que le rôle de fidèle soutien du capital que les PC jouent depuis 50 ans, n'empêcheront les gauchistes de contribuer à raviver la crédibilité de ce "parti ouvrier". Comme lui, ils savent agiter à nouveau l'épouvantail usé du fascisme renaissant pour nourrir les illusions qui resteraient à la classe ouvrière sur la possibilité d'un "moins mal" avec le PC. Comme lui, ils pleurent pour la défense de "la révolution des oeilletons". On comprend que ces fractions de gauche de l'appareil du capital gardent un souvenir ému de ce temps où ils tenaient le devant de la scène : les événements du 25 avril resteront dans l'histoire comme une magnifique entreprise de dévoiement de la combativité ouvrière. Au delà de tous ces verbiages, reste la réalité actuelle du Portugal : un pays miné par la crise, qui se double d'une instabilité croissante au niveau politique, et, comme résultat de leur activité, une classe ouvrière profondément démoralisée de toute son énergie perdue dans la confusion.

### une corde raide

L'équilibre précaire que le gouvernement PS a réussi à maintenir un temps dans ce pays harcelé par la crise qui, plus faible, ressent et subit les premiers effets de la crise des plus forts, semble prêt de se rompre. Sur le plan économique, ce n'est qu'à grands renforts de prêts étrangers et d'une austerité toujours plus draconienne que le gouvernement a réussi à gagner du temps. Le dernier plan d'austerité (août 77) a amené une nouvelle vague de licenciements (le chômage est au Portugal 3 fois plus fort qu'en France) et une augmentation des prix des biens de première nécessité, en particulier des biens agricoles qui viennent pour la plupart de l'importation (l'inflation était déjà, avant cela, évaluée à 30%). Mais les difficultés continuent à s'amonceler : les capitaux étrangers se font plus méfiants (cf. les difficultés de Soares concernant les derniers prêts des USA et de la RFA), l'entrée de ce pays trop atteint par la gangrène de la "crise" est mal acceptée par la CEE, et demain, il j. faudra annoncer une nouvelle attaque contre le niveau de vie d'une classe ouvrière qui, pour démoralisée qu'elle soit, n'en est pas pour autant écrasée au point de ne pas résister.

Pour ce faire, le PS, qui s'est érigé en conciliateur national, a besoin à la fois du PC pour faire passer l'austerité (et c'est dans ce sens que vont les mesures prévues de renforcement des liens avec l'intersyndicale, outill du PC en milieu ouvrier) et de la droite pour contrebalancer l'influence de ce parti dont les capitaux étrangers accepteraient mal un retour en force (et c'est dans ce sens que le PS a renoué un dialogue privilégié avec le PSD). Cette sacro-sainte union nationale de la bourgeoisie est en fait une corde raide sur laquelle le PS a réussi à tenir en équilibre jusqu'à présent : les contradictions s'aiguissant, la corde est prête à céder : le PC, renforcé, tire de son côté et la droite réagit en essayant de pousser le PS à une "coalition démocratique" sans le PC. La bourgeoisie portugaise a beau avoir pris de sérieuses leçons de "jeu démocratique" depuis la révolution des oeilletons, nul doute qu'il faut encore la poigne vigilante de l'armée pour arriver à empêcher que les rivalités intestines de la bourgeoisie d'un pays à la limite du sous-développement n'amènent à un nouveau déchirement.

C'est dans ce contexte assurément difficile pour la bourgeoisie que le PC réclame une participation plus directe à l'Etat pour appliquer ses remèdes de choc à l'économie nationale en état de décomposition avancée. Sorti diminué du pouvoir, ayant essuyé les oppositions aussi bien intérieures qu'extérieures, discrédité aux yeux de la classe ouvrière par sa politique de répression ouverte, il a su se recomposer une force dans l'opposition.

En adoucissant son langage sur la pente de l'eurocommunisme pour tenter d'adoucir le bloc occidental, en assurant le PS de son appui loyal par son abstention à l'assemblée, le PC n'en n'a pas vaincu pour autant les réticences à sa politique. Mais il s'est lentement rétabli une place de choix : il a ainsi renforcé son électoral, contrôle une partie non négligeable de la presse et a placé son pion de l'intersyndicale en position sûre, en obtenant que les conventions collectives soient à nouveau discutées par elle (juin 77). Les instruments de sa puissance sont au point : pour s'assurer un plus grand contrôle de la classe ouvrière, il a aussi voté de concert avec le PS une loi interdisant les grèves sauvages : seule l'intersyndicale (où, dans le cas où elle est trop minoritaire, une assemblée majoritaire à bulletin secret) peut décider l'appel à la grève.

Plus que jamais face à la catastrophe de la crise, le PC est indispensable pour faire accepter l'austérité à la classe ouvrière. Dans l'opposition il a, par ses fanfaronades "radicales" repris un semblant de crédibilité, au point que les gauchistes, si nécessaires pour le soutien du PC au pouvoir, en ont perdu toute fonction et se sont grandement décomposés. N'est-ce pas lui qui, multipliant les déclarations contre "la restitution des entreprises au patronat saboteur" et contre la politique d'austérité du gouvernement à réussi à calmer les esprits pendant que son Intersyndicale monnayait l'austérité au plus grand profit de l'Etat ? N'est-ce pas lui qui, parti responsable, s'abstenait lors du dernier vote du plan d'austérité pour en mieux défendre la nécessité, comme en témoigne cette touchante profession de foi dans le capital national : "Nous sommes ici pour démontrer que les masses travailleuses sont prêtes à lutter, à faire des sacrifices pour sauver l'économie nationale, du moment que sont garanties les conquêtes du 25 avril... ?

La réforme agraire et les récentes dénationalisations lui ont encore fourni l'occasion de faire valoir sa "radicalité" : placardant les murs de Lisbonne de slogans du genre "la terre à ceux qui la travaillent", se faisant le champion de "l'expropriation du grand capital", il a réussi à présenter comme une oeuvre révolutionnaire ce qui n'était que l'indignation de voir son fief de l'Alentejo attaqué (l'intersyndicale y a en effet remplacé les patrons locaux) et la défense de "sa solution" au replâtrage de l'économie capitaliste : un capitalisme d'Etat renforcé. Il est plus facile de travestir en rouge l'expropriation des patrons au profit de l'Etat que de mener une campagne fracassante pour l'augmentation des salaires...

La campagne pour le capitalisme d'Etat au nom de la "défense des acquis du 25 avril" ne fait que commencer. Pour le moment, le PC, en parti d'opposition suffit à détourner sur ce terrain le mécontentement. Quand il sera appelé à s'impliquer plus directement aux responsabilités gouvernementales sous le fouet de la crise, d'autres prendront le relais : ceux qui, pour le moment, attendent leur heure : les Carvalho, maoïstes, trotskystes... Ce ne sera pas un langage très différent qu'ils tiendront, pendant que le PC reprendra la direction d'une offensive plus directe contre la classe : les fractions de la bourgeoisie répondent fondamentalement aux mêmes fonctions : il en faut toujours un qui tente de maintenir la victime pendant que l'autre tente de la saigner.

D.T.

## LE VOYAGE DE GIEREK EN FRANCE LA QUETE IMPOSSIBLE DE NOUVEAUX MARCHES

•Celui que la presse bourgeoise de tout bord n'a pas manqué de présenter comme l'"ancien mineur" exclu de France en 1934 pour fait de grève, accéda au pouvoir lors des mouvements ouvriers insurrectionnels de l'hiver 70-71, lorsque l'Etat polonais, après avoir opposé à la classe ouvrière en lutte la répression sanglante, dut faire appel à un homme capable d'apparaître plus "proche" des ouvriers, de mettre en avant la "concertation" et le "dialogue" avec les comités de grève. Le prolétariat de Pologne ne se laissa pas prendre au piège et étendit et radicalisa sa lutte jusqu'à ce que, le gouvernement ayant été contraint d'annuler les hausses des produits alimentaires qui étaient à l'origine des grèves, ce mouvement qui signalait la reprise mondiale des luttes ouvrières à l'Est comme à l'Ouest, retombe pour un temps.

S'il est apparu à sa venue au pouvoir comme l'homme capable de rétablir la paix sociale et également de redresser le capital national, Gierek a eu en fait la tâche bien difficile durant ces sept années. La Pologne s'est enfoncée plus nettement dans la crise : devant faire face à la saturation mondiale des marchés, soumise aux conditions draconiennes des échanges avec l'URSS (qui rejette ainsi la crise sur les pays "frères") devant l'inflation que camoufle la pénurie des biens de première nécessité, le chômage sous la forme ou non de la sous-utilisation de la force de travail, la stagnation de la production reconnue officiellement dans les prévisions modestes du plan, la nécessité qui s'impose à la Pologne, comme à toute nation capitaliste, est "exporter ou mourir". Mais, comme partout ailleurs, pour exporter encore faut-il être concurrentiel et pouvoir limiter au maximum les coûts de production. Cela nécessite pour la bourgeoisie, à travers le blocage des salaires et l'augmentation des prix alimentaires, une compression des salaires réels des ouvriers, c'est-à-dire s'attaquer à ce

qui garantit une relative paix sociale alors que la combativité ouvrière est une des plus grande du monde.

C'est ce "cruel" dilemme que la classe ouvrière n'a pas manqué de rappeler à l'Etat polonais, lorsque, renouant avec le mouvement de 70, elle a répondu avec la même force à l'annonce de nouvelles hausses en juin 76. Se souvenant lui aussi de 70, l'Etat s'est empressé d'annuler les augmentations, ce qui non seulement ramenait les difficultés économiques de la Pologne à leur point de départ, mais venait annoncer à la bourgeoisie que son ennemi mortel, le prolétariat, tend à devenir le premier obstacle qui se dresse devant elle. A cette situation s'ajoute, comme partout ailleurs, des remous importants au niveau politique. De la tendance "dure" du POUP, partisane de la répression violente et immédiate, aux fractions les plus "démocratiques" qui trouvent leurs plus grands défenseurs dans le KOR (comité de défense des ouvriers) né après les grèves de 76, la bourgeoisie se divise sur la manière d'assurer la paix sociale et est soumise à des tiraillements d'autant plus incessants qu'elle voit sa marge de manoeuvre plus réduite. C'est ainsi que la fraction au pouvoir a connu, depuis les mouvements de 76, toute une série d'hésitations sur l'attitude à avoir vis-à-vis de la contestation, pour finir par admettre, tirant quelques leçons des événements, que les "dissidents" seront plus utiles à la paix sociale en liberté qu'en prison. En fait, la ligne que représente Gierek, si elle conçoit de plus en plus clairement l'importance d'un "contact direct avec la population", voit aussi, parce qu'elle est au pouvoir, toutes les limites d'une tentative de mettre sur pied une "démocratie" à l'image de l'Europe occidentale dans un pays qui, miné par la crise, soumis au joug féroce de l'URSS, ne peut que, plus encore qu'ailleurs, renforcer la rigidité de son appareil d'Etat.

C'est donc comme représentant d'une nation de plus en plus enfermée dans les contradictions du capitalisme en crise, que Gierek vient rechercher en France d'impossibles débouchés. Cette dernière, un des principaux fournisseurs occidentaux de la Pologne, après la RFA et les Etats-Unis, est également son deuxième client occidental et joue en fait un rôle d'intermédiaire dans les recherches de marchés occidentaux de la part de la Pologne. En fait, ce sont bien la situation et l'avenir des échanges économiques Est-Ouest qui sont en cause dans l'entrevue Gierek-Giscard. Après toute une période où, confrontée à la saturation du marché tant intérieur que de l'ensemble du COMECON, la Pologne s'est lancée dans une politique d'ouverture à l'Ouest, avec en particulier une importation massive de biens d'équipements industriels, dans le souci de faire de la Pologne un pays exportateur de produits finis, c'est les limites mêmes de cette politique qu'elle rencontre aujourd'hui. Prise à la gorge par un endettement vis-à-vis de l'Occident qui paraît de plus en plus irrédutable, devant les difficultés d'écoulement des produits, contrainte de réduire ses investissements, la Pologne se voit aujourd'hui de plus en plus amenée à abandonner cet objectif : ainsi les contrats de vente d'équipements français à la Pologne sont passés de 2 milliards en 76 à 350 millions depuis le début de l'année 1977. D'un autre côté, le gouvernement français, contraint lui aussi à assurer un contrôle strict sur ses propres importations, était bien loin d'accueillir Gierek avec la promesse de lui ouvrir de nouveaux débouchés, mais avait surtout à lui rappeler que le capital polonais, incapable de trouver une place pour ses produits finis dans le marché occidental, devrait se limiter à rester un fournisseur de matières premières (en l'occurrence de charbon et de cuivre) et encore à condition de n'être pas trop ambitieux dans ce domaine et de se cantonner aux accords précédents. Gierek est donc reparti à

Varsovie sans grand contrat sous le bras, mais ce qu'il ressort au contraire de sa visite en France, c'est un "meilleur équilibre -comprendre un net refroidissement- des échanges entre les deux pays". Cependant, comme le déclare Gierek : "je ne pense pas que la crise aiguë qui, malheureusement, persiste réjouisse qui que ce soit. Vous parlez de ses incidences sur les échanges économiques entre l'Est et l'Ouest. Bien plus négatives sont ses répercussions sociales en particulier le chômage et l'inflation", exprimant ainsi par delà leur rivalité la crainte croissante qu'inspire le développement de la lutte de classe chez les deux blocs. Finalement, si l'on s'en tient aux déclarations officielles, il semblerait que les deux hommes se rencontreraient surtout pour échanger des idées sur la détente, le désarmement et le respect des droits de l'homme, autant de grandes phrases auxquelles la bourgeoisie nous a habitués depuis quelques mois, alors que partout l'oppression se fait plus féroce et les préparatifs de guerre plus intensifs.

En fait, le voyage de Gierek en France, c'est l'aveu d'un impossible marché miraculeux à l'Est pour les pays occidentaux et d'un tout aussi impossible marché occidental pour les pays de l'Est. A l'heure où la crise frappe tous les pays avec plus de vigueur, on assiste de fait à un nouveau pas dans le renforcement des blocs impérialistes, à travers une tendance à une "solidarité" de bloc vis-à-vis de la concurrence mondiale, le pays dominant imposant à son bloc un renfermement sur lui-même, une tendance plus nette vers l'économie de guerre. Face à ce nouveau pas dans l'approfondissement de la crise, et dans le cours vers la guerre, il appartient au prolétariat de tous les pays de s'affirmer comme la seule classe capable de mettre un terme à l'impasse guerrière du capital.

J.T.

U.S.A.

## U.S.A : UN JALON POUR LA LUTTE DU PROLETARIAT MONDIAL

•Depuis la signature en 1974 d'un nouveau contrat entre l'UMWA (syndicat américain des mineurs) et les compagnies des mines, contrat rendant pratiquement impossible le recours à la grève pour régler un conflit, les mineurs américains n'ont pas cessé de s'opposer aux attaques du capital, de plus en plus violentes à mesure que la crise s'approfondit. Ainsi, en 1975, une grève sauvage, de par son caractère illégal, éclate et s'étend très vite sur plusieurs Etats pour concerner bientôt 80 000 mineurs. Elle succombera sous les coups conjugués des menaces (amendes et emprisonnement) et de l'action des délégués de base, dévoyant la lutte en la transformant en lutte pour le droit de grève. Un an après, le mouvement reprend et d'emblée un appel est lancé, dénonçant comme jaune tout mineur travaillant dans un puits, même si les piquets de grève en sont temporairement absents. La grève touche bientôt tous les Etats producteurs de charbon de la Virginie à l'Alabama. Le syndicat dès le départ s'oppose à l'action et, dès que celle-ci s'étend, menace d'expulsion les grévistes, ce qui signifie leur licenciement immédiat. Pendant plus de quinze jours les ouvriers hésitent et ne rentreront qu'après que les délégués de base, soutenant le mouvement au début, aient voté la reprise du travail. Les luttes qui ont surgi cet été viennent magnifiquement confirmer cette parole d'un mineur à la fin de la grève de 76 : "...nous recommencerons, c'est juste une bataille, pas la guerre..." Le conflit porta cette fois sur l'ensemble des conditions d'exploitation, la convention collective expirant à la fin de l'année. Quasi immédiatement la grève embrasait plusieurs Etats déborda le carcan des unions locales du syndicat et celle des délégués de base, avant de s'opposer ouvertement à lui. Des piquets de grève volants furent organisés à tous les puits. La tactique syndicale fut simple : l'alliance des menaces ouvertes avec les manoeuvres de dévoiement des délégués de

base. Cependant les travailleurs, instruits par deux années d'expérience directe, rejetèrent brutalement ces sirènes et entrèrent bientôt en conflit ouvert avec l'appareil d'encadrement du capital, instances fédérales et délégués de base confondus. Alors, au pays du sourire du marchand de cacahuètes devenu président et de la blanche et pure démocratie retrouvée, les syndicats, l'officiel comme les shop-stewards, révélèrent leur vrai visage, celui de l'ennemi le plus résolu de la classe ouvrière pour réprimer manu-militari, avec l'aide bienveillante des flics, ce mouvement qui, par son ampleur et sa résolution, tendait à s'attaquer à l'ensemble du capital et de son Etat, puisque menaçant le principal régulateur des rapports d'exploitation en la personne des syndicats, et dans le même temps la politique énergétique de Carter elle-même.

L'on ne peut comprendre ce conflit qu'en le replaçant dans le contexte de la résistance acharnée du prolétariat à l'attaque la plus brutale, depuis la période de reconstruction, que lui assène la bourgeoisie. Aux USA est en train, en effet, de se mettre en place une planification globale de l'économie, en vue de suppléer à l'insuffisance désormais évidente des "solutions" keynesienne et fiscales. Ces "solutions" ne peuvent que faire place à des mesures plus poussées allant vers une étatisation accrue, seule voie permettant l'orientation de l'ensemble de l'économie vers la seule "solution" capitaliste à la crise : une nouvelle guerre mondiale. Mais cette politique a comme présupposition fondamentale la mise au pas du prolétariat, seule condition pouvant d'abord lui faire accepter une austerité de plus en plus draconienne et ensuite l'embrigadement dans la bouche impérialiste. C'est le sens profond de toutes les mesures de Carter et de son équipe, et il trouve pour exécuter cette tâche son auxiliaire le plus précieux dans le syndicat, encore plus s'il se peint en rouge. Ainsi, un de ses premiers objectifs est de renforcer

encore l'intégration des syndicats à l'Etat, en leur laissant par exemple une place de premier choix au sein du conseil pour la stabilisation des salaires et des prix. Ensuite, bien sûr, pousser à la syndicalisation (25% des salariés seulement sont syndiqués, et ce chiffre tend même à décroître)

• Ou encore, et là on atteint un sommet de l'offensive capitaliste dirigée par les syndicats, celle de tendre à réduire, voire à supprimer le droit de grèves nationales et celle face à un chômage de plus en plus fort, d'institutionnaliser purement et simplement le chômage technique (il est devenu un fait courant aujourd'hui aux USA que des usines, et dans les plus grandes, ferment leurs portes deux mois...).

Ce contexte général d'offensive généralisée, joint à la persistance du spectre hideux du chômage, tend à donner, en cette période de renouvellement des conventions collectives pour de nombreuses entreprises, une ampleur toute particulière aux luttes des ouvriers américains. Les dernières grèves marquent en effet un net approfondissement de l'antagonisme entre capital et travail. Une constante tend désormais à apparaître clairement, celle du rôle joué par les syndicats et leurs variantes radicales, constante provoquant un mécontentement, une colère de plus en plus profonde qui ne peut manquer de se manifester. C'est cette colère qui s'est exprimée à un plus haut degré dans la dernière grève des mineurs. Ceux-ci en s'affrontant physiquement aux syndicats, y compris aux délégués de base, ont montré qu'ils avaient tiré l'expérience dans leurs luttes précédentes et qu'ils s'attaquaient désormais à cette mystification que tend à instituer la bourgeoisie, aidée puissamment en cela par ses fractions de gauche et d'extrême-gauche. Celle d'un syndicalisme militant, de base, opposé selon le vieux schéma léniniste aux directions pourries, jouant le même sale rôle que les shop-stewards

en Grande-Bretagne. D'une façon plus générale, la vague de luttes actuelles aux USA semble marquer le début d'un regain dans la riposte prolétarienne à la crise mortelle, et cela après un creux relatif de plusieurs années. Cependant, bien qu'une tendance à l'amplification et à la radicalisation des luttes soit incontestable, on aurait tort de ne pas voir toutes les faiblesses, nombreuses, qui l'entravent encore. Ainsi, bien que le rôle des syndicats soit de plus en plus évident, les illusions sur les délégués de base et les shop-stewards sont encore fortes. Et même la grève des mineurs, si elle a marqué une conscience plus haute, reste cependant entachée de fortes carences. Ainsi, la non-tentative d'extension à d'autres secteurs que les mines, souligne encore un certain corporatisme et facilite la tâche de division de la bourgeoisie, de même l'apolitisme forcené des mineurs, s'il marque une méfiance saine à l'égard de la politique bourgeoise exprime aussi une grande difficulté à s'élever à une compréhension globale du problème. En effet, aux USA comme ailleurs, il ne suffit pas de reconnaître un flic dans le syndicat, même si c'est une étape essentielle, mais encore faut-il s'élever à la compréhension claire de quel est le véritable ennemi, l'ensemble du capitalisme, et de quelle est la seule voie pour le renverser : l'union consciente du prolétariat mondial dans sa lutte autonome contre l'ensemble du capital et de ses défenseurs, les Etats. Les mineurs, par leur lutte, ont marqué un jalon sur la voie. Mais grand et lointain est le but, long et dur le chemin.

R.N.



# MAI 1947: LE P.C. AU POUVOIR

(suite de la p. 1)

pays, la production a augmenté pendant la guerre du fait de l'armement, le régime nazi veut convertir les pays sous sa domination en pays agricoles et transporte les meilleures machines et les ouvriers en Allemagne. Les destructions de 44-45 n'ont fait que couronner le tout en touchant en particulier les moyens de communications. Le résultat en est, qu'alors que tous les grands pays ont du mal en 47 à retrouver le niveau de production de la guerre, la France a du mal à retrouver son niveau de production de 38, lui-même inférieur à celui de 1913. Quelques chiffres se passent de commentaires :

- le solde débiteur de la balance des comptes est égal à presque 4 fois les recettes,
- l'inflation est de 10 % par mois,
- la vétusté des machines en France est de 25 à 27 ans, celle des autres pays de 5 à 7 ans,
- un dernier exemple qui donnera l'ampleur du désastre : il a été produit en 45, 400 000 machines aux USA, 60 000 en Suisse et... 20 000 en France ("Revue Economique et Sociale", 1945). Pour la bourgeoisie, tenter de redresser la situation signifie une seule chose : imposer à la classe ouvrière une indicible exploitation et, pour cela, s'opposer en bloc à elle, d'où la politique d'Union Sacrée avec les gouvernements De Gaulle et tripartites : PCF, SFIO, MRP.

Logiquement, le PCF, parti de la bourgeoisie le plus implanté dans la classe ouvrière se doit d'être aussi le plus ardent défenseur de cette exploitation, et il le sera : de la formule de Thorez, le 1er mai 45 "la grève est l'arme des trusts", aux affiches qui couvrent les murs du métro : "retrouvons nos manches, ça ira encore mieux", en passant par cette "victoire" du "communiste" ministre du travail, Ambroise Croizat : "crevez les plafonds, travaillez davantage, voilà qui permettra d'augmenter vos salaires". La situation en arrive à un tel niveau d'inhumanité que la pression qu'exerce la bourgeoisie va quelquefois contre ses propres buts, et ses membres politiques ou gestionnaires sont obligés de modérer l'ardeur de l'ensemble ; ainsi, Frachon demandera dans l'Humanité du 27.12.46 de fixer un niveau de salaire en dessous duquel on "met en péril la capacité de production des travailleurs" et la direction de Renault rabaissera les cadences -contre les protestations de la CGT- car la politique préconisée par Croizat provoque un accroissement des accidents du travail qui menace la production.

## le début de la grève

C'est contre toute cette politique d'affameurs préconisée par un gouvernement en majorité de gauche que la classe ouvrière -malgré sa terrible faiblesse- va tenter de réagir.

Les salaires réels continuant à baisser et un renforcement du rationnement -pain : 250 g- ayant été décidé par le gouvernement tripartite présidé par le SFIO Ramadier, un certain nombre de mouvements s'étaient déjà produits dans les mois précédents -PTT, Imprimerie- contre la CGT ; Renault voit depuis quelques mois des grèves isolées dans des ateliers et un certain nombre d'ouvriers, parmi lesquels les trotskystes ont une certaine influence, se retrouvent épisodiquement. Le 17 avril, une petite assemblée générale du secteur Collas décide le principe de la grève sur la revendication d'une augmentation de 10 F de l'heure, taux de base et élit un comité de grève composé de ces mêmes éléments ; une autre assemblée se réunit le mercredi 23 et la grève est décidée par le comité de grève pour le 25. Le comité de grève tentera ensuite, avec plus ou moins de succès, de généraliser le mouvement à toute l'usine. L'attitude de la CGT est des plus démonstrative : elle est contre la grève. Sa revendication principale est l'augmentation de 3 F. de la prime de rendement, autrement dit, elle présente la carotte aux ouvriers pour qu'ils augmentent les cadences, parfaitement fidèle aux mots d'ordre de leur ministre Croizat. Par rapport aux grévistes, le chapelet des insultes commence : irresponsables, démagogues, néo-fascistes ; le comité de grève sera baptisé deux jours plus tard dans un tract "comité de provocateurs".

Mais, Plaisance, secrétaire de la CGT à Renault a beau traiter les grévistes de "bandes d'anarcho-hitléro-trotskyistes", rien n'y fait ; le 28 au soir, plus de 10 000 ouvriers sont en grève bien que la CGT, voyant la profondeur du mouvement, fasse donner une artillerie plus lourde : des membres des instances parisiennes et nationales circulent dans l'usine avec haut-parleurs en insultant les grévistes. Le lendemain, la tentative -devenue classique- de généraliser le mouvement pour en prendre la direction et noyer la partie la plus combative des ouvriers va se retourner contre elle : elle invitera tous les ouvriers à arrêter le travail pendant une heure : les ouvriers arrêteront le travail à l'heure fixée, mais celle-ci va durer plus de 8 jours.

C'est pendant les 1er et 2 mai que la CGT et le PCF opéreront leur tournant qui va leur permettre de reprendre peu à peu le contrôle de la grève et de l'arrêter ; tournant qui va consister à la prise en charge par la CGT de la revendication des 10 F (mais comme prime à la production) et à la sortie des ministres adu PCF du gouvernement pour la raison déclarée du rejet de la politique de famine du gouvernement Ramadier que jusque là ils avaient soutenu. C'est à ce point que deux questions se posent :

- pourquoi ce tournant du PCF ?
- pourquoi les ouvriers en grève vont-ils être incapables de les déjouer ?

## le tournant du R.C.F. et de la C.G.T...

Il est certain que la CGT et le PCF ont été alarmés : ne plus arriver à fur contrôler le plus grand bastion ouvrier du pays malgré le régime de terreur entraînant chez eux un réflexe d'auto-conservation, l'emprise sur la classe ouvrière étant le fondement essentiel de leur force comme fraction de l'appareil du capital. Mais les autres fractions auraient très bien admis que la CGT fasse une politique de "surenchère" revendicative à Renault pendant que les ministres communistes siègent au gouvernement ; ce n'aurait été ni la première ni la dernière. Fois qu'un parti soit dans la majorité et dans l'opposition et en particulier le PCF ; d'autant plus que jamais les grévistes de Renault ne posèrent la question de l'Etat. Donc, même si la grève de Renault a fourni l'occasion de la sortie des ministres communistes du gouvernement Ramadier, la raison fondamentale ne peut être qu'ailleurs. Et cette raison, elle nous est donnée par la situation internationale :

- d'une part, la tension ne cesse d'augmenter entre USA et URSS ; l'année 47 montre, de conférence de Moscou en conférence de Paris et de Londres, de déclarations de Marshall en déclarations de Molotov, que l'antagonisme des blocs russe et américain est inéluctable. On va même jusqu'à se menacer de représailles armées.

- dans ce cadre, la politique d'indépendance nationale qu'avait voulu De Gaulle apparaît pour ce qu'elle est : un mythe. La faiblesse même de l'économie française permettant de pouvoir l'arrimer à un bloc ou à l'autre, la lutte impérialiste passe à l'intérieur de la bourgeoisie française. Depuis que l'opposition inter-impérialiste réapparaît au grand jour, les maîtres du gouvernement que sont les socialistes Blum et Ramadier se montrent la force politique la plus décidée à s'arrimer au bloc américain ; dans ces conditions, la présence du PC au gouvernement qui est nécessaire un temps pour relancer la machine économique s'impose de moins en moins et est de plus en plus mal vue par le tuteur américain.

de la lutte inter-impérialiste dans la situation intérieure française.

... réussi

## avec l'aide des trotskystes

La facilité de ce dévoiement contrastant avec la vigueur de la combativité des ouvriers ne peut être comprise que si nous avons à l'esprit la faiblesse de la classe ouvrière que nous avons déjà vu. Cet état de faiblesse interdit à l'époque toute reprise de la lutte révolutionnaire ; la grève de Renault ne pouvait alors être que vaincue. Mais n'oublions pas ce que disait R. Luxemburg en janvier 1919 : "la révolution est la seule forme de "guerre" où la victoire finale ne saurait être obtenue que par une série de défaites", et, aujourd'hui où le PC est appelé à jouer un rôle de plus en plus important, la pratique de celui-ci et des trotskystes en cette circonstance ne peut être que très riche d'enseignements.

En l'occurrence, la brochure de LO sur la grève de Renault 47 nous donne la clé de l'attitude des trotskystes au comité de grève qui entraînera la lassitude des ouvriers et la défaite de la grève. LO explique que le PCF est un parti réformiste et, qu'en tant que tel, il est soumis aux influences contraires du prolétariat et de la bourgeoisie ; donc, dans certaines occasions, lui et la CGT défendent la classe ouvrière.

Ne comprenant pas que c'est parce que la CGT est un syndicat et non parce que ses chefs sont réformistes qu'elle mène une politique contre la classe ouvrière les trotskystes adoptant la même attitude syndicaliste vont être par rapport à la classe ouvrière la même chose que la CGT, un parti de la bourgeoisie.

Revenons à la grève : lorsque la grève est générale le mardi 29, il est extrêmement important que les ouvriers de Renault se retrouvent tous ensemble, parce que le fait de sentir sa force renforce la combativité et la détermination et que c'est réunis le plus massivement possible que les ouvriers peuvent aborder les problèmes qui sont les leurs : ceux de la classe ouvrière toute entière. Alors que les trotskystes font élire les délégués atelier par atelier ! c'est faire de l'agitation et faire discuter les problèmes de la même manière, c'est diviser la classe ouvrière et l'empêcher de poser ses problèmes, en d'autres termes, c'est avoir la même tactique que la CGT, c'est-à-dire la tactique d'un syndicat pendant la décadence du capitalisme lorsque la classe ouvrière ne peut plus obtenir quoi que ce soit de durable dans le cadre du système et qu'en conséquence le syndicat ne peut être qu'un organe de la bourgeoisie.

On retrouve la même attitude syndicaliste dans toutes les délégations, entrevues, négociations que le comité de grève aura ou voudra avoir avec toutes sortes de personnalités, ce qui empêche de voir que l'issue du combat dépend uniquement du rapport de force instauré.

Enfin, l'attitude du comité de grève ne va pas être de pousser à faire le plus d'assemblées générales possibles où peuvent être débattues tous les problèmes politiques que la classe à à résoudre. Au lieu de cela, on organisera des bals et la grève va s'épuiser et s'étioler. Il est extrêmement symptomatique dans la brochure de LO que, dans la narration de la grève, on ne dise strictement rien de ce qui se passe entre le 2 et le 8 mai alors que justement, c'est la période où la grève est générale, où elle peut donc avoir le plus de force. Ceci permet de comprendre ce qui sera un des facteurs décisifs de l'affaiblissement de la grève : les problèmes politiques n'étant jamais abordés en tant que tels, les ouvriers de Renault n'ont jamais compris que la question qu'ils posaient n'était pas la question de Renault mais la question de la classe toute entière ; que leur ennemi n'était pas seulement Lefauchaux (résistant, communiste) directeur de Renault, mais l'Etat bourgeois gardien de leur exploitation ; que cet Etat avait contre eux bien autre chose que des flics à matraques et à gaz lacrymogènes mais aussi un PCF et une CGT qui n'étaient ni réformistes, ni ouvriers

bureaucratés, mais bien la courroie de transmission de l'Etat en leur sein.

En conséquence, si des tentatives timides de généralisation de la grève ont été faites, elles n'ont jamais pris les moyens d'être efficaces et les faibles délégations qui partaient dans les autres usines distribuer des tracts se sont fait "balayer" par la CGT. Pire, dans l'usine Renault même, le seul endroit qui ait été défendu efficacement contre la CGT fut le local du comité de grève ! Pour avoir une attitude inverse, il aurait fallu que la majorité du comité de grève comprenne que le syndicat est un organe de l'Etat bourgeois, que le PCF est un parti de la bourgeoisie... bref, qu'elle ne soit pas trotskyste. En fin de compte, par leur action, les trotskystes du comité de grève ont mis les grévistes de Renault pieds et poings liés entre les mains de la CGT. A partir du 2 mai, ils n'ont effectivement plus rien à dire car ils n'ont plus rien à faire : ils ont déjà rempli leur tâche en rabattant les ouvriers de Renault vers la bourgeoisie.

Le 8 mai, la CGT organisera un vote où les ouvriers épuisés décideront la reprise, le secteur Collas continuera pour obtenir le paiement des jours de grève qu'il obtiendra partiellement sous le nom de "prime de reprise" huit jours plus tard. Mais la CGT sera ingrate pour ses serviteurs, ses derniers tracts de cette période seront pour relancer la chasse aux sorcières dans le style de 45 en faisant vérifier les conditions d'embauche des "gréviculteurs" (Frachon).

J. Lebé

## LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE

LA REVUE INTERNATIONALE, PUBLICATION A L'ECHELLE INTERNATIONALE DU CCI, EST LE COMPLEMENT DE REVOLUTION INTERNATIONALE. SON BUT EST DE CONTRIBUER A L'APPROFONDISSEMENT DES POSITIONS DU PROLETARIAT.

## SUR L'ACTIVISME

(suite de la p. 8)

cercles de discussion ouverts, sans ostracisme, à tout ouvrier (cf. la série d'articles dans les n° 39, 40 et 41 de ce journal). S'agit-il de ces cercles avec AO et PRAO ? Loin d'exprimer une forme de regroupement spontané d'ouvriers s'engageant dans la lutte directe contre l'appareil d'Etat et ses agents, une volonté de maintenir vivante la flamme ouvrière après de grandes grèves sauvages, ou d'être un lieu de rassemblement des travailleurs de toutes opinions politiques, ces essais de regroupement sont le fait de groupes politiques en formation, soit celui de débris d'anciens groupes. Dans les deux cas, on a affaire à des formations qui veulent maintenir ces noyaux sur une base programmatique inachevée, électorale et propre à maintenir la confusion. Ces noyaux doivent servir de "tête de pont", de points d'appui à un activisme d'autant plus sonore qu'il est creux. Ici et là, les manoeuvres se multiplient pour faire de ces noyaux autonomes de simples succursales "ouvrières" à l'instar de la ligue avec ses groupes "Taupes" ou les lambertistes avec leurs "Comités d'Alliance" pour le front unique.

Les conséquences de cet activisme immédiatiste sont connues : au lieu d'avoir réellement progressé, les éléments des noyaux et groupes autonomes se trouvent rapidement épuisés, écoeurés de poursuivre. S'il est devenu banal d'affirmer qu'agissent au sein de la classe des formations bourgeoises, il existe aussi une certaine manière d'être des "moulins à paroles", des faiseurs de bluffs chimériques. Toutes ces nombreuses tentatives de regroupement de ces derniers mois sont des facteurs dangereux pour le regroupement des forces révolutionnaires. Finalement, ils s'avéreront avoir servi de frein à la marche du prolétariat vers son organisation de classe centralisée et mondiale.

# VIE DE L'ORGANISATION

## REUNIONS PUBLIQUES

La réunion de septembre à Toulouse avait pour thème : "le gauchisme contre la classe ouvrière". L'exposé introductif tout d'abord, resituait le cadre de notre analyse, c'est-à-dire historiquement, celui de la décadence du système capitaliste, caractérisé par un cycle infernal de crise, guerre, reconstruction. Le monde entier est aujourd'hui engagé dans une crise qui va en s'approfondissant et qui nous rapproche encore une fois de l'alternative guerre ou révolution.

Pour la bourgeoisie, la gestion de cette crise dans le cadre national passe par deux exigences que seules sa fraction de gauche et le PC en particulier peuvent assumer :

- d'une part, la tendance aux capitalismes d'Etat, permettant une planification stricte de l'économie, une concentration du capital, que la gauche peut réaliser étant donné qu'elle est moins attachée aux intérêts privés ;
- d'autre part, faire accepter l'austérité à la classe ouvrière, ce que peut plus facilement tenter de faire la gauche, étant donné son implantation dans la classe et son masque ouvrier.

Face à cette situation de crise et à la montée de la fraction de la bourgeoisie la plus capable de la gérer, les gauchistes se sont toujours signalés comme des rabatteurs ramenant dans le cadre de l'idéologie dominante ceux à qui la crise laissait entrevoir une perspective révolutionnaire.

L'action des gauchistes est significative à deux niveaux :

1) Envers la classe ouvrière, au sein des usines et des luttes, l'activité gauchiste a, là, trois conséquences primordiales :

- a) redorer le blason des syndicats en clamant bien haut que la structure n'est pas mauvaise mais que seules les directions ne sont pas assez radicales ;
- b) lorsque, localement, les syndicats ont montré clairement qu'ils étaient une entrave à la lutte, créer de nouveaux syndicats en appelant à "permanenter" les délégués élus lors de grèves sauvages (ex. Espagne, Italie) ;
- c) essouffler la lutte en ne donnant pas de perspectives claires au sein du mouvement.

2) Envers les autres organisations bour-

geoises, le PC en particulier, en les considérant comme des partis ouvriers, en appelant à voter pour eux, même si cela est fait avec un vernis critique.

Le gauchisme se distingue en trois grands courants :

- l'anarchisme, courant fondamentalement petit-bourgeois qui, historiquement, est né de la résistance de l'artisanat à la marche du capitalisme. Même si l'anarchisme a croisé la route du prolétariat, il ne reconnaît pas la lutte de classe et a montré l'aboutissement de sa conception de l'histoire en 14 et en 37 en Espagne où il a livré la classe ouvrière à ses bourreaux.
- le trotskysme, courant issu de la classe ouvrière et de la vague révolutionnaire de 17-23, mais qui tire ses positions de la dégénérescence de celle-ci. L'incompréhension des positions de classe dans les années 30 (nature de l'URSS, etc.) a conduit les trotskystes à participer à la deuxième guerre mondiale, manifestation de leur passage dans le camp de la contre-révolution.
- le maoïsme qui reprend à son compte toutes les erreurs du mouvement ouvrier ; représentants radicaux du stalinisme, les maoïstes défendent certains impérialismes (Chine) à partir de l'illusion du socialisme en un seul pays.

Face à ce borbier gauchiste, les révolutionnaires ne peuvent que rappeler la possibilité et la nécessité de la révolution, que la classe ouvrière est la seule classe révolutionnaire et que la voie vers la révolution est l'extension de la lutte autonome du prolétariat, contre les syndicats et les partis de l'Etat bourgeois, et contre toute délégation de ses pouvoirs.

La discussion qui a suivi a par ailleurs permis de préciser divers points, en particulier ce que veut dire "essoufflement des luttes", en rappelant le rôle des gauchistes dans la "révolution portugaise". Il a également été rappelé l'origine du gauchisme et ce qui différencie les Gauches qui se dégagent de l'IC en dégénérescence pour conserver les positions de classe et les organisations bourgeoises actuelles qui se cachent sous un verbiage pseudo-révolutionnaire.

### Nantes

Prochaines réunions publiques : le 15 octobre, à 17h, 3 rue de l'Amiral Duchaffault, sur le thème : "Approfondissement de la crise et mystification électorale". Le 12 novembre, même heure, même endroit, sur le thème : "Féminisme, écologie... Les luttes parcelaires au secours de la gauche du capital". Permanences : tous les derniers samedis de chaque mois, à 14h, même endroit.

### Paris

Prochaine réunion publique : le samedi 8 octobre, à 17h, au 27, avenue de Choisy (salle verte, premier étage, métro Pte. de Choisy), 13ème, sur le thème : "50 ans après le triomphe de la contre-révolution, en Russie comme dans le reste du monde, octobre 17 reste l'avenir de l'humanité". Permanences : tous les samedis à 16 h, même endroit.

### Rouen

Prochaine réunion publique : le samedi 22 octobre, à 15 h, à la Halle aux toiles, sur le thème : "Les luttes de classe : un frein à la guerre". Permanences : jeudi 6 octobre, à 20h30, à la Halle aux toiles.

### St. Nazaire

Prochaine réunion publique : le 3 décembre, à 17h, au "Foyer du travailleur", sur le thème : "Défense du caractère prolétarien de la révolution d'octobre".

### Toulouse

Prochaine réunion publique : le vendredi 28 octobre, à 21h, 48 avenue de la République, sur le thème : "Les leçons d'octobre 17". Permanences : tous les samedis, à 14h 30, Cafétéria de la Cité Universitaire, Arsenal.

Les discussions politiques qui ont lieu dans le CCI, tentatives de clarifier les positions de la classe ouvrière, ne sont pas une fin en soi. Dans une période de ressurgissement de la lutte de classe au niveau mondial, c'est le devoir des révolutionnaires de généraliser la compréhension à laquelle ils sont parvenus à l'intérieur du mouvement ouvrier tout entier. C'est le but de nos publications, de nos tracts, c'est aussi le but de nos réunions publiques. C'est aussi en confrontant ses positions dans la discussion avec les éléments ou groupes qui y viennent que le CCI participe à la clarification dans le mouvement révolutionnaire.

Révolution Internationale, section du CCI en France, organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Marseille, Mulhouse, Nantes, Rouen, St Nazaire, Toulouse.

### Bordeaux

Prochaine réunion publique : vendredi 21 octobre, Café Victor-Hugo, Cours Victor-Hugo, sur le thème : "60 ans après, les leçons d'octobre 17 sont les seules perspectives pour la classe ouvrière". (à 21h.) Permanences : 14h, 77, rue St-James, le samedi 1 octobre de 14h à 17h et le mercredi 12 octobre de 17h à 19h.

### Dijon

Prochaines réunions publiques : samedi 22 octobre, à 17h, à la MJC Maladière, rue Balzac, sur le thème : "Les leçons d'octobre 17", et le samedi 19 novembre, à 17h, sur le thème : "Gauche et syndicats contre la classe ouvrière". Permanences : à 17h 30, les 13 et 27 octobre et les 10 et 24 novembre, au Pavillon St. Bernard, 1er étage, Campus Montmuzard (bd. Gabriel).

### Marseille

Permanences : les 2ème et 4ème vendredis du mois, de 19h à 21h, salle Lacordaire, 30, rue Ste. Victoire.

## PUBLICATIONS DU C.C.I.

ACCTON PROLETARIA (Espagne)

Ecrire à l'adresse de R.I.

INTERNACIONALISMO (Venezuela)

Ecrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISM

PO Box 961  
Manhattanville Station  
365, West 125 St.  
New York, N.Y. 10027 (USA)

PO Box 328  
Station "D"  
Toronto, Ontario (Canada)

INTERNATIONALISME

BP 2  
Etterbeck 4  
1040 Bruxelles

Adresse aux Pays-Bas :

IKS  
Postbus 452  
Nijmegen (Pays Bas)

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE (Italie)

CP 469  
80100 Napoli (Italie)

WORLD REVOLUTION (G.B.)

Ecrire à l'adresse comme suit:  
BM Box 869  
London WC IV 6XX

Adresse en ALLEMAGNE :

IKS C/o ABC Buchladen  
Goethestrasse 77  
3500 KASSEL (RFA)

REVUE INTERNATIONALE

du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections de pays de notre courant.

Elle se fixe les tâches suivantes :

- la publication de prises de position et d'analyses de notre courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale.

- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés pour avoir été écrits et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires.

- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

Sommaire de la REVUE INTERNATIONALE

N°11. Septembre-Octobre-Novembre 1977

-Textes du Second Congrès du CCI:

De la crise à l'économie de guerre  
Les groupes politiques prolétariens  
La période de transition

-Notes sur "La Gauche Communiste en Allemagne" de Authier et Barrot.

-L'Etat et la Dictature du prolétariat.

BROCHURES DU CCI

en langue française :

-LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE

OUVRIERE

-PLATEFORME DE R.I.

-LA DECADENCE DU CAPITALISME

à paraître :

-L'ORGANISATION DES REVOLUTIONNAIRES

-NATION OU CLASSE : LES COMMUNISTES ET LA QUESTION NATIONALE.

## G.B.

(suite de la p.3)

lisme ne peut pas garantir ce soi-disant "droit au travail" qui n'est, de toute manière, rien d'autre que le droit d'être exploité.

- l'extension de l'économie et de l'Etat capitaliste au travers des "nationalisations" et de la planification étatique.

La classe ouvrière ne peut s'arrêter à la défense de ses conditions de vie sous le capitalisme parce que ce système est en banqueroute et qu'il n'a plus rien à offrir sinon une plus grande austérité et finalement la guerre. Les travailleurs devront utiliser leurs luttes défensives pour développer leur compréhension du besoin d'aller vers l'offensive, pour faire de leur lutte une lutte ouvertement politique.

Cela signifie d'abord briser l'étranglement de l'Etat capitaliste, et particulièrement ces fractions de l'Etat dont le travail est de "surveiller" les travailleurs : les syndicats et les partis de gauche. Cela signifie attaquer et détruire l'ensemble de l'appareil de pouvoir existant et le remplacer par le pouvoir des conseils ouvriers, comme l'ont fait les ouvriers en Russie en 1917. Et comme l'a montré la défaite de la révolution russe, la révolution prolétarienne ne peut réussir qu'à la condition de sa généralisation à l'ensemble de la planète. C'est seulement à l'échelle mondiale que la classe ouvrière sera capable de réorganiser la production pour les besoins de l'humanité et non pour le profit, et de créer une communauté humaine sans classe. Loin d'être utopique, une telle réorganisation de la société mondiale est la seule alternative à la barbarie croissante que le capitalisme nous prépare : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

REVOLUTION INTERNATIONALE

B.P. 219

75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés : 12 numéros du Journal et 4 numéros de la Revue Internationale.

France	Etranger	Par avion
40 F	60 F	80 F

Abonnements simples : 12 numéros de R.I. seulement.

France	Etranger	Par avion
20 F	30 F	40 F

Abonnements et versements à :

C. Giné, CCP La Source 34 195 33

## souscription

A l'heure où la crise frappe avec de plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent : papier, impression, frais postaux.

Pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

Directeur de la publication : C.Giné  
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G.Tautin, 4, passage Dieu  
Paris 20ème.

## LETTRE A 'AUTONOMIE OUVRIERE' ET A 'POUR UN REGROUPEMENT DE L'AUTONOMIE OUVRIERE' PLONGES DANS L'«ACTION»... ET SUBMERGES PAR ELLE

A plusieurs reprises, nous avons reçu du groupe "Autonomie Ouvrière" (AO) diverses propositions d'actions communes. Une première fois, de s'associer à un comité anti-électoral lors des municipales d'avril 77, ensuite de diffuser un tract de dénonciation du 1er mai. C'est maintenant le tour d'éléments qui surnagent du naufrage d'"Union Ouvrière" (UO), réunis en "Pour un regroupement de l'autonomie ouvrière" (PRAO) à proposer à toute une série d'éléments et de formations l'intervention immédiate pour "la défense du contenu communiste de l'associationnisme prolétarien moderne" (sic). Alors que nous leur répondions qu'il était avant tout primordial de confronter avec sérieux les positions défendues en un débat ouvert que possible, ces deux groupes dont les origines s'entrecroisent, nous ont répondu que c'était l'intervention avec un I majuscule qui était capitale. Le débat qui aurait permis un éclaircissement politique, l'un et l'autre s'y sont dérobés, argumentant leur refus de considérations immédiatistes et activistes. Depuis longtemps, le milieu "ultra-gauche" nous a habitués à des réponses identiques, agrémentées de sarcasmes puisés dans la veine situationniste. Aujourd'hui, alors que le regroupement révolutionnaire sur des bases cohérentes devient toujours plus crucial, faut-il le répéter, nous rencontrons l'hostilité d'éléments plus désireux de vivre "leurs expériences concrètes" que de s'orienter vers de solides positions de classe. Parce que les discussions, Us désaccords qui surgissent entre les groupes révolutionnaires sont partie intégrante de la vie de la classe, nous rendons publique notre réponse politique. L'article qui suit reprend les thèmes essentiels qui lui ont servi d'axe.

• Vouloir adresser, comme le font AO et PRAO, des propositions d'intervention immédiate sans discussion politique préalable révèle la profondeur de leur incompréhension des critères principaux qui fondent et guident l'activité des communistes au sein de la classe dont ils sont l'expression avancée. Il est particulièrement déplorable d'assister à cette manie de lancer de façon intempestive des projets d'action ponctuelle reposant sur la recherche d'un résultat "tout de suite" qui, comme tels, sèment un peu plus de confusion. C'est par un procédé de travail tout différent, dans lequel ne se trouve aucune recette pour brûler les étapes, que les révolutionnaires vont vraiment de l'avant. Convaincus qu'avant de s'engager dans une action collective avec des groupes proches, il faut faire le maximum de clarté politique et théorique, une organisation d'avant-garde ne doit pas et ne peut pas choisir ses moyens d'intervention au gré des circonstances et des sollicitations du milieu ambiant. Il est beaucoup plus facile de rassembler le plus de monde possible sur une base floue où se retrouveront les acquis des luttes passées. Ce préalable sur lequel, de tous temps, les révolutionnaires ont beaucoup insisté, constitue un acquis avec lequel on ne saurait biaiser sans tomber dans un volontarisme dénué de toute perspective historique. Le souci de clarté doit être constamment devant les yeux des militants communistes afin qu'ils puissent répondre correctement aux tâches révolutionnaires qu'ils se sont assignées. Malheureusement, AO et PRAO n'ont pas essayé de saisir l'activité de réappropriation du patrimoine de classe comme moment d'une activité générale et instrument de celle-ci. Ils n'ont pas compris que sans théorie révolutionnaire il ne pouvait pas y avoir de mouvement révolutionnaire. Que notre souci de clarté soit assimilé au "dogmatisme" montre le degré de désarroi de ces formations qui croient suppléer à un manque de maturité politique par le recours à l'activisme. Pas de débat, pas de discussion sur les divergences réelles, telle est la règle d'or que, jusqu'ici, se sont fixés AO et PRAO.

Notre Courant est persuadé que la discussion menée de manière critique entre les divers groupes de révolution-

naires aidera à faire de vrais pas positifs. Mais, loin de là, la facile pensée que l'action permettra à la conscience des ouvriers de suivre son chemin si n'ont pas été soulevés et examinés les sujets de désaccords respectifs. Ce n'est pas par un goût maniaque de la polémique en robe de chambre et bonnet de nuit que nous avons toujours posé la discussion comme préalable. Le débat que nous proposons à quiconque se situe dans le camp du prolétariat n'a pas de but en soi. Il doit servir de pierre de touche pour savoir ce que les positions des uns et des autres peuvent laisser espérer. Sans cette discussion établissant les critères délimitatifs des frontières de classe, il y a effectivement fourvoiement dans les ornières du frontisme. En veut-on une preuve ? AO, dans un bel élan de daltonisme politique, demandait aussi à "Combat Communiste" - trotskyste sans capitalisme d'Etat - de se joindre à l'action envisagée pour le 1er mai.

Aujourd'hui, le ressurgissement de la classe se manifeste de manière encore hésitante et confuse, ce qui met d'autant plus à l'ordre du jour la clarification des positions politiques. Avant de commencer quoi que ce soit, il faut parvenir à une parfaite coïncidence de vue, à des préoccupations identiques. Il s'agit d'y voir clair, de savoir pour qui, pour quoi, comment et contre qui on intervient. On n'arrive pas à un début de rapprochement sans passer par l'étape obligée de l'analyse ou, alors, tels des politicards, on sombre dans le cloaque parlementariste.

Dussions-nous être traités de gens "sectaires" cultivant à plaisir leur originalité : mieux vaut pas d'action du tout qu'une action bâtarde dans la semi-confusion et l'équivoque pour, en même temps, faire plaisir au diable, au bon dieu et surtout à soi-même. Toute action de ce type, et dans cette catégorie entraient celles proposées par AO et PRAO traduit, soit une unité de vue superficielle destinée à crever comme une bulle de savon à la moindre bise, soit devient la boule de neige de la mystification frontiste. Toute formation, tout regroupement basé sur une perspective immédiatiste est voué à connaître l'opportunisme.

C'est seulement au sein d'une orientation générale, à des moments d'intenses luttes révolutionnaires que peut se poser le problème de s'engager d'abord et de voir ensuite. Mais il ne s'agit pas de cela aujourd'hui avec AO et PRAO à la poursuite de l'événement du jour pour coller "au mouvement social". Notre refus de s'associer au comité anti-électoral concocté par AO n'était déterminé ni par mépris ni par un repliement dans la tour d'ivoire. Il était dicté par la considération non seulement que c'était une dépense d'énergie inutile - le but n'étant pas de faire de l'abstentionnisme "révolutionnaire", mais encore et surtout que l'intervention des révolutionnaires se place à l'intérieur d'un cadre déterminé, (1) qu'elle doit tendre à la cohérence et non s'égarer en une multitude de luttes parcellaires.

A l'inverse des immédiatistes en mal de succès rapides, l'intervention de notre Courant se revendique de toute l'activité historique de la classe qui, depuis bientôt deux siècles, essaie de briser les chaînes de l'exploitation capitaliste. Elle ne se détermine pas phénomène événementiel après phénomène événementiel, au jour le jour. Elle se considère et se sent en continuité avec tout le travail mené par le marxisme dans la Ligue des Communistes, l'AIT, la IIème et IIIème Internationale et les fractions de gauche contre tout ce qui affaiblit et dévoie le prolétariat. Elle s'oriente sur le terrain des principes avec une vision qui embrasse des générations entières de militants et unifie leur lutte en un programme.

L'autre manière de se concevoir n'a qu'une portée révolutionnaire des plus réduites, si jamais elle en a une. Sur tous les problèmes brûlants, AO et PRAO répondront par des discours dubitatifs. Indifférents aux conséquences politiques de son indécision, AO restera volontairement imprécise sur la nature du gauchisme. PRAO découvre que jusqu'ici toutes les organisations de la classe n'ont pas résisté à l'énorme pression de la société bourgeoise et que, peut-être, avec le talisman de l'autonomie ouvrière, on pourra conjurer le mauvais oeil. Sous des prétextes dérisoires, ils refusent de poser les problèmes de fond ; il sera de bon ton d'observer d'un mépris souverain l'effort des révolutionnaires qui cherchent à renouer avec la tradition vivante de leur classe. Dans cette attitude de dandys, où les thèmes modernistes font florès, l'action démarre seulement à partir de ce jour que l'existence de "son" groupe. Avant lui, il n'y avait pas d'histoire de la lutte de classe et on repart à zéro en sifflant l'innocent petit air fédéraliste.

A ce niveau, AO et PRAO contrastent singulièrement avec le travail de réappropriation des acquis. UO s'est achevée piteusement dans la confusion après une très brève existence. Quoique paraissant au départ prometteuse, elle s'orientait non vers l'enterrement du cadavre trotskyste mais vers le rejet de toute vision cohérente. Mais ni AO, ni PRAO, qui comptent chacune des militants venus de la défunte UO ne semblent brûler du désir de tirer la leçon de l'expérience. Ce qu'ils se proposent

de faire, c'est de mettre à la place de l'organisation centralisée avec un programme de classe, un regroupement de travailleurs autonomes avec une plateforme minimale et confuse. Autrement dit, c'est l'art de remplir d'un vieux vin des outres nouvelles. Tout en ayant la vanité de prétendre au nouveau mouvement ouvrier, en fait, AO et PRAO se rattachent à la tradition libertaire et sorélienne. Qui, les partis ouvriers connus jusqu'à ce jour ont tous basculé chez l'ennemi, ce qui est fait pour susciter une répulsion croissante, amplement compréhensible et que les ouvriers ont tendance à reporter sur l'organisation centralisée en général. Il convient, non pas de flatter cette réaction mais d'affirmer que le phénomène de dégénérescence et de trahison n'infirmes pas la nécessité du parti politique.

Contre le tissu de confusion quant au principe d'autonomie ouvrière, il convient d'affirmer que celui-ci ne peut s'entendre que dans le sens que lui confère le "Manifeste Communiste" et réaffirmer avec force lors de la scission de Londres d'avec les bakounistes : constitution du prolétariat en classe autonome et indépendante des partis bourgeois. Or, ce principe, AO et PRAO l'entendent de l'oreille droite. C'est la méfiance envers tout parti politique de la classe, son organisme ayant une vue d'ensemble sur la marche de la société, le creuset où s'extrait la formule de l'action révolutionnaire au cours de l'action de la classe.

Sous la bannière d'"autonomie ouvrière" se renouvelle la manifestation d'hostilité à l'organisation centralisée qui, dans les combats antérieurs, a coûté si cher au prolétariat. Derrière les phrases ronflantes de "souple réseau des groupes locaux" lancé par PRAO se cachent la volonté de préserver les intérêts particuliers de telle famille ou sous-famille politique. Nombreux sont les groupes qui commencent par une profession de foi contre le "monstre bureaucratique" et "l'autocratie d'un Centre" mais qui, dans les faits, réintroduisent par la fenêtre les pires méthodes occultes. Sous couvert de résistance au "centralisme despotique", à la "discipline de caserne" se livre une lutte de fond entre le principe communiste et le principe fédéraliste petit-bourgeois vestige dans le mouvement ouvrier du corporatisme. Les exemples les plus classiques de bureaucratisme se cachent derrière l'"autonomie ouvrière" étant ceux de la fameuse "Alliance" bakouniste, rejeton de la bourgeoise "Ligue de la Paix et de la Liberté" en guerre contre le Conseil Général de Londres dans l'AIT, et la FAI utilisant la CNT espagnole comme courroie de transmission.

En tant que groupe politique, nous devons stimuler la réaction saine des ouvriers face à la politique étatique des syndicats et, à ce titre, participer à toute tentative de formation de

(suite p.7)

(1) Pour un plus grand développement sur la question de "pourquoi les révolutionnaires ne sont pas abstentionnistes", cf "Les barricades de la bourgeoisie" (RI N°2 et "Les élections contre le prolétariat" (RI N°10).

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL en France.

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

■ La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

Tous les soi-disant "partis ouvriers" - partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes - sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE  
L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.  
L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.